

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

NICARAGUA



Halte

à



l'agression

impérialiste

ARGENTINE

**Du fiasco
des Malouines à la
"transition négociée"**



DOSSIER RFA

Le mouvement syndical face à la crise économique

Sommaire du numéro 147 du 11 avril 1983

3	EDITORIAL	Halte à l'agression contre le Nicaragua !	Vincent KERMEL
5	ARGENTINE	Du fiasco des Malouines à la « transition négociée »	Jean-Pierre BEAUVAIS
8	—	Entretien avec un syndicaliste argentin	Propos recueillis pour « INPRECOR »
10	BOLIVIE	La bataille pour l'échelle mobile des salaires, interview de Felipe Vasquez, dirigeant du syndicat des mineurs (FSTMB)	Propos recueillis par Carlos ILLADES
12	—	Un projet de cogestion ouvrière majoritaire	Fédération syndicale des travailleurs des mines (FSTMB)
13	RFA	Le mouvement syndical face à la crise économique	Peter BARTELHEIMER
20	POLOGNE	Débats dans Solidarité et nouvelles formes de lutte	Jacqueline ALLIO
22	—	Déclaration programmatique de la TKK	DOCUMENT
24	—	Un commentaire de Jozef Pinior	DOCUMENT
25		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
		COLOMBIE : Troisième Forum des droits de l'homme. SUISSE : Les JSR partent d'un bon pied. DANEMARK : Le SAP dans la bataille électorale. CHILI : Solidarité avec les grévistes de MADECO. IRLANDE : Libérez Nicky Kelly !	
28	NICARAGUA	Ils ne passeront pas !	Michael BAUMANN

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à «PEC», compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Indrecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom - Prénom : _____

Numéro et Rue _____

Commune _____

[illegible]Réabonnement ☐Abonnement ☐

Halte à l'agression impérialiste contre le Nicaragua



LE début de l'année 1983 a été marqué par une accentuation de l'intervention américaine en Amérique centrale. Les responsables de l'administration Reagan n'en font d'ailleurs pas entièrement mystère et multiplient les mises en garde à l'égard du Nicaragua et des combattants du Front Farabundo Martí de libération nationale du Salvador (FMLN).

Alors que le secrétaire d'Etat américain à la Défense, Caspar Weinberger, accuse les guérillas centro-américaines et l'URSS de vouloir « *attaquer les Etats-Unis par le sud* », Ronald Reagan proclame que le « *Salvador est plus proche du Texas que le Texas du Massachusetts* (1) ». La célèbre théorie des « *dominos* » a été ouvertement remise à l'honneur dans l'argumentation impérialiste, lorsque Ronald Reagan a expliqué que « *si le Salvador tombait, le Costa Rica, le Honduras, le Panama, tous ces pays suivraient* (2) ».

Mais l'agressivité impérialiste ne s'est pas réduite à des proclamations d'intention. Depuis le début de l'année, on note une accélération des préparatifs contre-révolutionnaires de l'impérialisme dans la région. En février se sont ainsi succédées trois grandes manœuvres militaires mettant en action des milliers d'hommes de troupe de différents pays latino-américains aux côtés des forces des USA. Ce furent tout d'abord les manœuvres américano-honduriennes « *Grand pin* », pendant lesquelles 4 000 soldats honduriens, 1 600 militaires américains et des membres de la garde nationale de Porto Rico se sont employés, à quelques dizaines de kilomètres seulement de la frontière avec le Nicaragua, à repousser l'agression fictive du Honduras par une « *armée rouge* ». Au Costa Rica, ce sont les manœuvres pudiquement dénommées « *opération de contrôle et de sécurité nationale* », longtemps tenues secrètes par le gouvernement de ce pays. Enfin, dans la zone du canal de Panama avait lieu un entraînement militaire sous le nom évocateur de « *Kindle Liberty 83* », que l'on peut traduire par la formule : « *Ranimer la liberté* ».

L'INVASION DES « CONTRAS »

C'est donc à juste titre que le ministre des Affaires étrangères du Nicaragua, Victor Hugo Tinoco, accusait les Etats-Unis devant les Nations-Unies d'être déterminés « *à détruire la révolution sandiniste* ». Plus précisément, et dès la mi-janvier, le directeur général de la sécurité du Nicaragua, le commandant Lenin Cerna Juarez, annonçait que « *les ex-gardes somozistes planifient une agression à grande échelle pour la prochaine Semaine sainte* (3) ».

C'est à cette tentative d'invasion du Nicaragua que l'on assiste depuis quelques semaines. Environ 2 000 « *contras* » (contre-révolutionnaires) se sont infiltrés au Nicaragua à partir de leurs bases au Honduras (lire p. 28, le reportage de Managua). Après plusieurs jours de combats, le commandant sandiniste Hugo Torres Jimenez a affirmé que la situation était « *pratiquement contrôlée* » dans le nord du pays (4). La modeste aviation nicaraguayenne vient même de réussir un « *coup extraordinaire* » en bombardant une piste aérienne des somozistes à la frontière hondurienne. Grâce à cette opération, a précisé le ministre de l'Intérieur Tomas Borge, « *les actions des éléments infiltrés et leur approvisionnement à partir du Honduras se trouvent sérieusement entravés* (5) ».

Cependant, on peut déjà qualifier cette tentative d'invasion des « *contras* » comme la plus importante agression contre-révolutionnaire du Nicaragua depuis la chute de la dictature d'Anastasio Somoza en juillet 1979. Il ne fait aucun doute

que la planification et l'appui logistique multiforme de cette opération militaire d'envergure est à mettre au compte des experts américains. L'hebdomadaire américain *Time*, du 4 avril dernier, a d'ailleurs dévoilé les modalités suivant lesquelles les consignes des agents de la CIA basés au Honduras parviennent jusqu'à l'état-major militaire réactionnaire du Front démocratique du Nicaragua (FDN) (voir encart). Le grand ordonnateur de ce travail est l'ambassadeur américain au Honduras, John D. Negroponte.

Cela vient d'être encore confirmé par le témoignage d'un informateur hondurien « *étroitement lié aux militaires honduriens et aux représentants diplomatiques et militaires US à Tegucigalpa* », publié par l'*International Herald Tribune* du 4 avril. Cet informateur, qui reconnaît que « *l'objectif réel* » des opérations contre le Nicaragua « *est de renverser* » les sandinistes, précise que l'aide US aux « *contras* » comprend des fournitures d'informations recueillies par les vols de reconnaissance effectués par une vingtaine de pilotes américains au-dessus du Nicaragua dans le cadre de l'opération nommée « *Royal Duke* », l'entraînement et l'armement de ces groupes, et l'équipement de commandos d'hommes-grenouilles entraînés par des argents pour des actions de sabotage sur les côtes du Nicaragua.

Comme l'affirme le commandant sandiniste Tomas Borge, « *plus personne ne peut maintenant cacher que ces forces somozistes proviennent du Honduras et qu'elles sont financées par la CIA* (6) ». C'est aussi l'avis de certains congressistes américains, parmi lesquels le député démocrate Michael Barnes a récemment déclaré que « *la CIA a un plan, approuvé nécessairement par Reagan, pour déstabiliser les sandinistes au Nicaragua. (...) Vous voulez que je vous dise à quoi tout cela me fait penser ? A une réédition ratée du coup de 1954 contre Arbenz au Guatemala, où la CIA avait armé une guérilla téléguidée depuis Washington. Cette fois, au lieu d'affaiblir les sandinistes, ils vont arriver à l'effet inverse : ce sera une version moderne de la "Baie des Cochons"* (7) ».

LA TACTIQUE IMPÉRIALISTE

La détermination américaine à renverser le cours de la révolution en Amérique centrale ne peut donc faire de doute. Pour autant, la stratégie américaine d'agression est progressive. Comme l'a défini le ministre de la Défense nicaraguayen, Hum-

1. *Inforpress Centroamericana*, Ciudad Guatemala, 24 mars 1983.

2. *Time*, 14 mars 1983.

3. *Inforpress Centroamericana*, Ciudad Guatemala, 27 janvier 1983.

4. *Agence Nueva Nicaragua* (ANN), Paris, 22 mars 1983.

5. *Le Monde*, Paris, 31 mars 1983.

6. *ANN*, Paris, 22 mars 1983.

7. *Le Matin*, Paris, 30 mars 1983.

berto Ortega Saavedra, elle prévoit plusieurs étapes. « La première, celle que nous vivons actuellement, est constituée par les attaques de gardes somozistes. La seconde sera une intervention plus directe de l'armée hondurienne en coordination avec celle du Guatemala et du Salvador. Et la dernière sera l'introduction d'éléments américains de combat sur les fronts de guerre (8). »

La tactique actuelle est analysée comme suit par Ortega : « Les gardes somozistes cantonnés au Honduras ont un projet clair : armer quelque 10 000 hommes et les maintenir en permanence le long de la frontière pour nous harceler et user notre processus révolutionnaire. Ils savent bien qu'ils ne peuvent prendre le pouvoir et ils attaquent surtout les centres de production, les villages, la population civile. (9) » C'est au cours d'une de ces opérations qu'un coopérant français, le médecin Pierre Grosjean, a été assassiné par les « contras », près de Matagalpa, le 26 mars dernier.

Dans le cadre de l'étape actuelle de l'intervention impérialiste en Amérique centrale, l'infiltration des 2 000 « contras » représente néanmoins un pallier supplémentaire d'une escalade impérialiste qui n'est pas encore parvenue à son terme. L'objectif de ces actions est double : faire pression sur la révolution sandiniste pour obtenir l'isolement de la lutte révolutionnaire du FMLN au Salvador, et déstabiliser le Nicaragua dans la perspective d'actions plus importantes aux objectifs encore plus ambitieux. Le premier aspect de cette tactique s'ajoute à la mise en place, au Salvador, d'un programme de « pacification rurale » destiné à repousser la guérilla hors des zones d'intérêt économique qu'elle menace — notamment dans les provinces de San Vicente et d'Usulután —, pour ensuite appliquer une tactique de défense renforcée de ces régions à la veille des élections prévues pour la fin de l'année.

Il s'agit aussi de renforcer l'étau autour de la révolution nicaraguayenne, comme en témoigne, entre autres, l'apparition de camps d'entraînement contre-révolutionnaires au Costa Rica, à la frontière sud du Nicaragua. Mais, plus généralement, c'est à travers le coût social que représente cette situation de guerre larvée que l'impérialisme essaye de pénaliser la volonté d'indépendance du peuple nicaraguayen. Ainsi, le commandant Ortega reconnaît qu'il « est indiscutable que cette situation affecte les programmes de reconstruction du pays. (...) Nous essayons cependant, poursuit-il, de compenser l'investissement en terme de défense par l'accomplissement d'un minimum des programmes économiques et sociaux que nous avons fixés. » Ainsi, « si nous construisons une unité ou une route militaire, nous essayons que l'électricité, le téléphone, le réseau d'égoûts servent aussi bien à des fins militaires que pour la population civile des alentours. Et, vice versa, si un projet de développement économique est mené à bien dans une région, nous nous efforçons de faire que cette infrastructure serve aussi les besoins militaires. Il n'y a pas de séparation entre les tâches de défense et les nécessités de reconstruction du pays. Cela nous permet, en premier lieu, d'économiser le maximum sur les dépenses militaires inévitables et, deuxièmement, de constituer un seul système de défense facilement maniable en cas de guerre. (10) »

Devant l'ampleur atteinte par l'escalade impérialiste et les multiples préparatifs du passage de l'intervention US à un cran encore supérieur — comme, par exemple, l'installation d'une station radar au sud de Tegucigalpa pouvant couvrir toute la région —, nous devons, sans attendre, répondre par une augmentation de la capacité de mobilisation du mouvement de solidarité internationale avec le Nicaragua et la révolution centro-américaine.

Face aux agressions des « contras », le peuple du Nicaragua se bat pour défendre sa révolution aux cris de : « No pasaran ! » (« Ils ne passeront pas ! »). Sachons lui montrer que dans ce combat, il n'est pas seul. ■

Vincent KERMEL,
4 avril 1983.

8. *Frente Mundial*, bulletin du Front mondial de solidarité avec le peuple salvadorien, Mexico, numéro 5, janvier-février 1983.

9. *Idem*.

10. *Idem*.

Les rapports entre les "contras" et la CIA

Un porte-parole du Département d'Etat US a exposé en ces termes, la semaine dernière, la position officielle des USA sur la question du Nicaragua : « Nous ne soutenons en rien le retour à un gouvernement somoziste ».

En fait nous avons appris de sources émanant du Front démocratique du Nicaragua (FDN), que l'administration Reagan a été et demeure profondément impliquée dans les agressions des *contras* (contre-révolutionnaires). Toujours selon ces sources, le contrôle des Etats-Unis est indirect. A sa tête, le FDN aurait un Comité politique de coordination largement composé de Nicaraguayens conservateurs et modérés qui ont quitté leur pays au cours de ces trois dernières années de gouvernement sandiniste. Il comprend également le colonel Enrique Bermudez Varela, ancien membre de la Garde nationale de Somoza, qui était l'attaché militaire de son pays à Washington jusqu'à la prise du pouvoir par les sandinistes.

On dit que derrière ce Comité de coordination, il y a trois états-majors militaires qui dirigent la campagne actuelle de guerre de guérilla. Le premier, composé d'anciens officiers de la Garde nationale, a été purgé de ses éléments les plus brutaux du temps du régime de Somoza, à la demande expresse de la CIA.

La seconde équipe est composée de militaires honduriens avec, en plus, le colonel Bermudez et un représentant militaire de l'Argentine, pays qui a, lui aussi, été profondément impliqué dans l'entraînement et l'équipement des *contras*. Selon le FDN, un membre-clé de cette deuxième équipe est un homme connu sous le nom de Carlos, chef de l'antenne de la CIA à Tegucigalpa, la capitale du Honduras.

Le troisième élément de cet état-major est, toujours selon des sources émanant du FDN, uniquement composé d'Américains. Il s'agit d'experts de la CIA et de représentants du commandement américain pour le Cône sud basé à Panama. Ce troisième groupe est censé être le cerveau des forces insurgées. Son travail est de faire passer les ordres à la deuxième équipe, qui, à son tour, les transmet au commandement des *contras*. Le coordinateur des activités de ces différents groupes est, toujours selon ces sources du FDN, John Negroponte, ambassadeur américain au Honduras. Un diplomate occidental a dit de lui : « Son travail est de maintenir les dirigeants du Honduras dans le jeu. Il s'applique à leur conserver leur enthousiasme. »

L'un des objectifs de cette structure alambiquée de l'état-major *contra* est d'au moins permettre au personnel militaire et de renseignement des Etats-Unis de demeurer en conformité avec une annexe à la loi de 1983 concernant les attributions du Département de la Défense, qui a été votée à l'unanimité par la Chambre des représentants en décembre 1982. Cette annexe interdit à l'administration US d'utiliser des fonds « pour des équipements, de l'entraînement ou des conseils d'ordre militaire, ou autres aides à des activités militaires, qui seraient accordés à un groupe d'individus, ou à un individu, qui ne feraient pas partie des forces armées US, et ce, dans le but de renverser le gouvernement du Nicaragua ou de provoquer des affrontements militaires entre le Nicaragua et le Honduras ». ■

Extraits de l'hebdomadaire
nord-américain « TIME »,
4 avril 1983.

Du fiasco des Malouines à la "transition négociée"

Les militaires ont annoncé des élections pour octobre 1983

LE 6 décembre 1982, quelques jours seulement après l'annonce par les militaires de la tenue d'élections à la fin de 1983, l'Argentine était paralysée par une grève générale de 24 heures qui toucha près de 7 millions de travailleurs. Dix jours plus tard, la manifestation « pour la démocratie et la reconstruction nationale », appelée à Buenos-Aires par la *Multi-partidaria*, regroupa environ 120 000 manifestants et donna lieu à des phénomènes de débordement de masse des directions bourgeoises. *Le Monde* du 18 décembre 1982 note « qu'au milieu de cette effervescence, les dirigeants de la *Multi-partidaria*, manifestement dépassés par les événements (...) abandonnèrent les lieux discrètement, après avoir distribué un document demandant la remise du pouvoir aux civils, "au plus tard le 12 octobre 1983". »

Jean-Pierre BEAUVAIS

Un pays dévasté, un pays en ruines. Voilà le bilan qu'aurait pu tirer le général Leopoldo Galtieri s'il avait osé célébrer, le 21 mars de cette année, le septième anniversaire de la dictature argentine.

La formule n'est pas exagérée. La presse de Buenos-Aires, pourtant toujours soumise à la censure, en apporte quotidiennement la preuve... même quand elle ne fait que reproduire des statistiques officielles approximatives et parfois truquées. Comment masquer l'augmentation vertigineuse de la dette extérieure — qui avoisine désormais les 40 milliards de dollars — ou la persistance d'une inflation dont le taux annuel était, ces derniers mois, de l'ordre de 250 % ? Comment masquer que l'appareil industriel fonctionne à peine à 50 % de sa capacité, ou que les entreprises de la construction travaillent à 30 % de leurs possibilités ? Usines fermées ou en demi-sommeil, chantiers abandonnés, immeubles inachevés : la crise fait désormais partie du paysage urbain des grandes cités argentines et de leurs banlieues...

Selon les chiffres officiels, 12 % de la population en âge de travailler est sans emploi et 6 % est sous-employée (il faut préciser que toute personne travaillant plus d'une heure par semaine entre dans cette dernière catégorie !). Mais on peut lire également que le nombre de cotisants aux diverses caisses de retraite a chuté d'à peu près 2 millions. En réalité, 20 % de la population potentiellement active serait donc actuellement sans travail et sans ressources aucunes, puisque l'allocation-chômage n'existe toujours pas.

D'après le quotidien *Clarín* et l'hebdomadaire proche des milieux d'affaires *El Economista*, de 1975 à 1981, le salaire ouvrier moyen a baissé de 40 % et, de juillet 1981 à juillet 1982, il a, à nouveau,

baissé de 20 %. Alors qu'en 1975 les revenus salariaux représentaient 51 % du Produit intérieur brut (PIB), ils ne représentent plus désormais que 32,5 % d'un PIB lui-même en baisse...

LA MISERE OUVRIERE AU QUOTIDIEN

Il y a les chiffres, et il y a la réalité quotidienne vécue par l'immense majorité du peuple argentin. Selon *El Economista*, sur les 8 101 établissements industriels occupant plus de 25 personnes recensés en 1974, il n'en subsistait plus, en 1981, que 6 637, employant un nombre total de salariés dont le chiffre était en baisse de 34 %. Pour des centaines de milliers de travailleurs et pour leurs familles, cela a signifié s'installer dans la misère. Une misère souvent absolue dans un pays qui, bien que dépendant, avait connu un relatif développement industriel et dont le revenu par habitant fut longtemps supérieur, et de très loin, à celui des autres pays d'Amérique latine...

Dans les banlieues ouvrières des grands centres urbains, combien maintenant ne survivent que grâce à la solidarité familiale, à la solidarité spontanée du voisinage, ou aux distributions de nourriture et aux soupes populaires organisées par l'Eglise ? L'analphabétisme, la sous-alimentation progressent rapidement. Des maladies que l'on croyait à jamais éliminées — comme la poliomyélite — réapparaissent. A la périphérie de Buenos-Aires, des bidonvilles sordides et insalubres s'étendent rapidement, semblables en apparence à ceux qui entourent tant d'autres cités latino-américaines, ou du Tiers-monde en général. Mais ceux qui s'y entassent ne sont pas des déshérités venus de zones rurales pauvres et surpeuplées. Ce sont presque tous d'anciens ouvriers, d'anciens petits employés devenus chômeurs. Chas-

Le 28 mars 1983, une nouvelle grève générale de 24 heures avait lieu à l'appel des deux CGT. Bien que décrétée « illégale » par le ministre du Travail, et alors que le ministère de l'Intérieur avait affirmé qu'il « réprimerait les actes portant atteinte à la sécurité intérieure », cette grève fut un succès. Enfin, le 30 mars 1983, une nouvelle marche « pour la paix, le pain et le travail » avait lieu à Buenos-Aires.

Ces diverses mobilisations illustrent, sept ans après le coup d'Etat des militaires argentins et après le fiasco de l'aventure militaire des Malouines, le contexte dans lequel la junte tente de mettre en place une « transition négociée » vers un régime civil, dont les élections prévues pour la fin du mois d'octobre prochain devraient être le temps fort.

sés de leurs usines, chassés de leurs demeures, dont ils ne peuvent plus payer le loyer, chassés de leur quartier où la nourriture est trop chère...

Souvent, le sort de ceux qui ont le « privilège » de n'avoir pas perdu leur emploi est à peine plus enviable. La situation des travailleurs de l'automobile en est un exemple parmi d'autres. C'était là un secteur-clé de l'industrie argentine, entièrement aux mains du capital étranger. La crise a conduit des entreprises comme General Motors ou Citroën à fermer leurs usines et à se retirer du marché. C'est ainsi que les 2/3 des ouvriers de la branche se sont retrouvés sans emploi. Mais dans les usines maintenues en activité, la répression et le spectre du chômage ont permis de multiplier par deux, et parfois par trois, la productivité, tandis que les salaires réels diminuaient d'environ 70 %. Un ouvrier de Volkswagen qui, en 1974, gagnait l'équivalent de 2 000 francs actuels par mois gagne aujourd'hui, au même poste, l'équivalent de 570 francs. Il travaillait 43 heures par semaine en 1974, il doit maintenant faire 50 heures et parfois plus...

DU COUP D'ETAT DE 1976 A L'AVENTURE DES MALOINES

Lorsqu'en 1976, au milieu d'une situation politique et sociale chaotique, les militaires renversèrent le gouvernement d'Isabel Peron et s'installèrent au pouvoir, l'impérialisme et la presque totalité de la bourgeoisie argentine attendaient d'eux au moins deux choses. D'une part, qu'ils mettent — enfin et pour longtemps — au pas la classe ouvrière et les masses populaires, en accentuant et systématisant une répression déjà menée à grande échelle, en liquidant les secteurs d'avant-garde les plus combatifs, en brisant une tradition de lutte et d'organisa-

tion vieille de plusieurs décennies. Et, d'autre part, sur la base de cette défaite infligée aux masses laborieuses, qu'ils mettent en place un régime « fort et stable » garantissant les conditions d'une surexploitation accrue des travailleurs, d'un nouveau processus d'accumulation capitaliste, d'une nouvelle insertion dans le marché mondial de l'économie dépendante du pays, en crise depuis la fin des années 1950.

Au prix d'une véritable « guerre intérieure », avec ses dizaines de milliers de victimes — dont 25 à 30 000 « disparus » —, ses centaines de milliers d'exilés, ses millions de sans-travail, les masses argentines ont effectivement été défaites. Mais, malgré cela, la crise économique internationale a rendu illusoire tout projet de renouveau capitaliste. Pire, les vieilles recettes monétaristes appliquées sans aucune restriction, si elles ont favorisé un temps les activités essentiellement spéculatives des secteurs financiers, ont largement contribué à accélérer la désarticulation de l'appareil économique et à amplifier les effets désastreux de la récession mondiale.

Ce ne fut donc pas un régime « fort et stable », mais une dictature discréditée et haïe, inquiète des symptômes grandissants d'une sourde révolte populaire de plus en plus difficile à étouffer, ébranlée par des conflits inter-bourgeois croissants, et incapable de freiner la marche à la banqueroute, qui, il y a un an, en avril 1982, s'est lancée dans l'aventure des Malouines. Aventure improvisée par des militaires qui n'avaient rien d'anti-impérialistes et qui ne pouvaient que sous-estimer totalement la volonté de riposte britannique. Des militaires cherchant désespérément à recomposer le cadre politique national à leur avantage, en se présentant comme les défenseurs de la « souveraineté nationale »... Apparemment sûrs de leur fait et convaincus que la cause était populaire, ils espéraient, par cette fuite en avant, donner un second souffle à leur pouvoir (1).

L'opération impliquait nécessairement une relative ouverture politique à l'intérieur. Les politiciens bourgeois, péronistes, radicaux ou autres, les bureaucrates syndicaux, tous, hier encore réprimés ou muselés, furent donc invités à collaborer. Ce qu'ils s'empressèrent de faire. Avec leur aide, la population fut même invitée à manifester son soutien à cette opération. Le résultat devait être très inégal. Des secteurs de la petite-bourgeoisie, à la sensibilité nationaliste héritée de la tradition péroniste, répondront certes à l'appel, mais sans pour autant appuyer le régime. Dès le premier rassemblement de masse devant la Casa Rosada (palais présidentiel), et bien avant les premiers revers militaires, le général Galtieri ne s'est-il pas fait huer lorsqu'il s'est présenté comme le « porte-parole de tous les Argentins » ? Mais la classe ouvrière, écrasée par la crise et marquée par le cauchemar de la répression, restera méfiante et très largement passive, malgré la présence coloniale britannique dans l'Atlantique-Sud.

Cependant, les apprentis sorciers siégeant dans les états-majors avaient créé

une situation nouvelle et, à bien des égards, irréversible. Indépendamment de l'issue de la guerre, l'« ouverture » était inscrite dans les faits. Une « ouverture » qui ne se traduisait en rien par un appui populaire à un régime par trop discrédité.



Le fiasco militaire n'a fait qu'accélérer et amplifier la dynamique engagée, d'autant que les officiers supérieurs s'entre-déchiraient publiquement sur le partage des responsabilités, et que l'effort de guerre avait encore aggravé la crise économique et ses effets sur la majorité de la population. Lorsque, dans la confusion la plus totale, le général Reynaldo Bignone est chargé par une partie de ses pairs d'assumer la Présidence de l'Etat, les jours de la dictature semblent comptés. « *Le pouvoir est à prendre* », osera alors écrire un des rares commentateurs écoutés de la presse argentine. C'était en juillet 1982. Et pourtant, aujourd'hui encore, et bien que des élections générales soient désormais programmées pour la fin du mois d'octobre prochain, les militaires sont encore là, avec leurs hommes et leurs institutions toujours en place.

UNE SITUATION NOUVELLE

Certes, après avoir été interdites ou dissoutes pendant des années, les principales formations politiques sont à nouveau autorisées. Elles ont été invitées, selon des modalités fixées par la Junte, à organiser des « campagnes d'affiliation » au terme desquelles, et après vérification de l'identité de leurs nouveaux membres, elles seront habilitées, ou non, à présenter des candidats lors des prochains scrutins électoraux. Des bureaucrates syndicaux qui, avant la guerre des Malouines, étaient incarcérés ou placés en résidence surveillée, sont devenus des « interlocuteurs responsables ».

Mais, en même temps, l'appareil répressif tentaculaire est toujours sur pied, intact. Ses tortionnaires galonnés et ceux du rang sont toujours actifs et impunis. Ils sont partout. Leurs tristement célèbres Ford « Falcon » sillonnent toutes les nuits les rues de la capitale. Des milliers de prisonniers sont toujours entre leurs

maines. Ils réussissent à imposer à presque tout le monde un silence pesant — et finalement complice — sur le sort de leurs victimes passées, notamment sur celui des « disparus », ces victimes de l'un des plus récents et monstrueux crimes perpétrés contre l'humanité. A presque tous, sauf aux Mères de la Place de mai, aux militants des associations de défense des droits de l'homme et à ceux des groupes de l'extrême gauche...

Aujourd'hui encore, les criminels en uniforme ne perdent pas une occasion, même par des actions confinées au ridicule, de rappeler que le pouvoir c'est la force, et que la force c'est eux. Ils le peuvent, grâce avant tout à la collaboration à la fois intéressée, effrayée et lâche de leurs « opposants », les dirigeants des principales formations politiques bourgeoises.

Dès avant la guerre des Malouines, ceux-ci s'étaient, pour l'essentiel, regroupés au sein d'une coalition hétérogène, la Multipartidaria, incluant le Parti radical, le Mouvement indépendant pour le développement (MID), le Parti intransigeant, la Fédération démocrate-chrétienne et le péronisme officiel (« justicialisme ») qui reste, malgré ses divisions, la force politique disposant de la plus grande audience dans le pays.

Exprimant la position d'une ample majorité de la bourgeoisie argentine, coïncidant avec le souhait des puissances impérialistes, les dirigeants bourgeois se déclarent ouvertement, depuis la défaite, « favorables à un retour des militaires dans leurs casernes ». Sur cette base, et en usant des marges de démagogie désormais tolérées, ils s'efforcent de canaliser derrière eux l'hostilité populaire au régime. Mais après bientôt sept ans de dictature, leurs partis sont affaiblis, sclérosés. Querelles de clans et aspirations de caudillos les divisent tous. Ils craignent le vide politique et sont effrayés par l'ampleur de la crise économique et les risques d'explosion sociale qu'elle implique. Ils savent qu'ils n'ont, de leur point de vue, aucune alternative : ils acceptent et accepteront, en matière économique, les directives des experts du Fonds monétaire international (FMI) délégués par les créanciers impérialistes, directives qu'appliquent déjà aujourd'hui Reynaldo Bignone et ses ministres. Et ils n'ignorent pas que pour gouverner et continuer, pour l'essentiel, à imposer cette politique aux masses frappées par la misère, ils auront besoin des militaires. Le reste n'est que tactique.

Ainsi, par exemple, le MID, dont le dirigeant est l'ex-président de la République Arturo Frondizi, s'est prononcé pour une candidature unique à la Présidence, regroupant radicaux et péronistes sur la base d'un pacte négocié entre les dirigeants des principales formations bourgeoises. Ce genre de proposition, et bien d'autres plus éphémères, agitent

1. Cf. « La crise de la dictature à la veille de l'expédition des Malouines », B. Miralles, *Inprecor* numéro 123 du 19 avril 1982 et « La lutte pour le renversement de la dictature », Jorge Buarque, *Inprecor* numéro 134 du 11 octobre 1982.

beaucoup la Multipartidaria. Elles voudraient freiner les discussions et les possibles ruptures au sein du radicalisme et surtout du péronisme. Et, plus que tout, elles visent, dans l'immédiat, à détourner l'attention des questions essentielles qui sont posées.

LE CALENDRIER ÉLECTORAL DE LA TRANSITION NÉGOCIÉE

L'annonce officielle du « calendrier électoral » est la preuve que, désormais, une grande majorité des militaires est acquiescente à l'idée d'un nécessaire retour dans les casernes. Mais pas n'importe comment ni à n'importe quel prix. Ils exigent trois « garanties » qu'ils considèrent vitales pour « le maintien de l'intégrité de l'institution » : pas d'enquête sur les responsabilités dans la conduite de la guerre des Malouines, consensus tacite sur une « loi de l'oubli » à propos de la répression — en d'autres termes, les morts et les disparus doivent « disparaître » une seconde fois —, et maintien de toutes leurs prérogatives en matière de « sécurité nationale », ce qui signifie partage du pouvoir et, dans ce cadre, liberté d'action en matière de répression. Telles sont tout à la fois les limites, les bases et le cadre de la « transition négociée » à l'œuvre depuis plusieurs

mois déjà. « Transition négociée » désormais officialisée depuis l'acceptation publique par les principaux dirigeants de la Multipartidaria du « dialogue » avec le pouvoir militaire.

Ce « dialogue », discret et officieux hier, officiel aujourd'hui, ne peut que satisfaire la junte : il lui a permis, dans les marges étroites déterminées par la crise généralisée que traverse l'Argentine, et après le fiasco des Malouines, de reprendre l'initiative politique. Pourra-t-elle la garder jusqu'aux échéances électorales et imposer, au-delà, une forme plus discrète mais très réelle de participation au pouvoir, le tout sans avoir à rendre compte de ses crimes ?

Pour une grande part, la réponse à cette question dépend du rythme de réorganisation, de remobilisation de la classe ouvrière. C'est elle qui a été frappée de plein fouet par l'effet combiné de la répression et de la crise. Elle a été réduite numériquement. Ses militants combattifs ont été les plus décimés. Ses structures d'organisation, notamment celles au sein des entreprises, conquêtes du combat de plusieurs générations, ont été démantelées. Ses membres doivent dépenser une énergie considérable pour « joindre les deux bouts ». Ou simplement survivre. Malgré tout, la confiance renaît. Lente-

ment. Avec beaucoup de prudence. Des conflits surgissent. Des luttes se prolongent. Des structures issues de la base apparaissent progressivement dans les usines et les bureaux. C'est encore un processus très éclaté, au caractère essentiellement défensif. Mais déjà les travailleurs ne sont plus ces protagonistes passifs et silencieux que les directions bourgeoises auraient souhaité qu'ils fussent pour être assurées de mener à bien leur prétendu dialogue avec les militaires.

La vieille bureaucratie syndicale — qui est l'une des composantes du péronisme — se trouve placée, à bien des égards, dans une position quelque peu nouvelle. En premier lieu, elle sort structurellement affaiblie des sept années de dictature. Ensuite, elle est plus profondément divisée que jamais auparavant. Ce sont des divisions sur la base d'intérêts sectoriels et de cliques qui expliquent, pour l'essentiel, l'existence actuelle de deux pôles syndicaux organisés, la CGT dite « Azopardo » et la CGT dite « Brasil » (2). Mais, au-delà de ces divisions, la bureaucratie a développé ses propres formes de collaboration avec la dictature, parallèlement à la Multipartidaria. Dans ce cadre et dans la perspective d'une « normalisation » prochaine, par les militaires, de la vie syndicale, son rôle va s'accroître rapidement. Mais les facteurs de crise au sein de cette bureaucratie, alimentés par sa situation profondément contradictoire, vont tendre à s'accroître.

La grève nationale convoquée le 6 décembre 1982 par les organisations syndicales, bien qu'elle n'ait donné lieu à aucune manifestation, a été largement suivie. Quelques jours plus tard, le 16 décembre, les dirigeants de la Multipartidaria convoquaient, avec l'accord tacite de la junte, un grand rassemblement de soutien à leur politique. Rapidement débordés, ils ont préféré disparaître alors que plusieurs cortèges, à forte composante ouvrière, transformaient cette action en une mobilisation de masse contre la dictature.

Cette journée a marqué, sans contestation possible, un tournant : des secteurs de masse significatifs ont montré qu'ils reprenaient confiance, qu'ils étaient prêts à affronter les sbires de la dictature, à lutter pour son renversement. Les mobilisations nationales des masses travailleuses d'Argentine prévues pour les jours prochains devraient en apporter la confirmation.

Jean-Pierre BEAUVAIS
Mars 1983.

2. La CGT-Azopardo — le gouvernement lui a cédé les vieilles installations de la CGT, rue Azopardo, d'où son nom — est le produit de l'unification des fractions les plus « jaunes » de la bureaucratie syndicale. Elle est issue de la CNT-20 (Confédération nationale des travailleurs) et elle est prête à tout type d'accord avec la dictature militaire. La CGT-Brasil — du nom de la rue où se trouvent ses locaux — représente le péronisme justicialiste. Il y a quelques semaines, elle a pris le nom de CGT-République argentine. Les directions de ces deux centrales sont des fractions syndicales bureaucratiques. Cf. sur ce thème, « Plans de la junte et manœuvres de la bureaucratie syndicale », *Inprecor* numéro 129, du 29 juin 1982.

Quand les anciens combattants des Malouines refusent leurs décorations

« Un groupe d'anciens soldats ayant combattu aux Malouines a été à l'origine d'un incident au cours de la cérémonie organisée à La Plata par la dixième brigade d'infanterie en l'honneur de ceux qui ont participé à la lutte dans l'archipel. Ils ont hué les officiers qui les commandaient durant le conflit.

« Ils se sont jetés au sol, le martelant de leurs poings. C'est alors qu'un officier dégaina son pistolet, menaçant l'un d'entre eux, au milieu d'une bousculade où injures et coups furent échangés.

« La majorité des quelque 2 500 anciens combattants réunis sur le terrain de jeux du club de gymnastique et d'escrime pour participer à la cérémonie organisée en leur honneur a gardé son calme, mais quelque 200 à 300 anciens conscrits manifestèrent bruyamment leur mécontentement, allant jusqu'à scander des mots d'ordre au contenu politique évident comme : " Elle va finir, elle va finir, la dictature militaire ! ".

« De plus, chaque fois qu'il était fait mention d'une autorité militaire par les haut-parleurs qui assuraient la sonorisation des lieux, cela entraînait une vague d'insultes et de coups de sifflets.

« C'est précisément lorsque les généraux Juan Carlos Trimarco et Alberto Schollaert entourés de tout l'état-major de la dixième brigade ont commencé à distribuer médailles et diplômes, que les protestataires se sont jetés au sol poings fermés scandant des paroles agressives à l'intention des chefs militaires sous les ordres immédiats desquels ils avaient été placés, au cours de leur service et durant le conflit.

« Lorsque le général Schollaert prit ensuite la parole — il fut le seul orateur —, les huées et les sifflements redoublèrent au point qu'un officier exaspéré dégaina son arme réglementaire et mit en joue l'un des jeunes dans un but évident d'intimidation. Tels sont les faits, comme plusieurs témoins les ont rapportés à l'agence de presse DYN.

« Le jeune ainsi concerné, loin de se calmer, au contraire, lança une série d'injures à l'officier, qu'il est impossible de reproduire ici, puis, victime d'une crise de nerfs, il a été évacué par quatre ou cinq de ses camarades.

« A la suite de cet incident, environ 300 des anciens combattants présents se sont retirés sans participer au défilé qui allait clore la cérémonie. A l'exception de l'officier mentionné précédemment, les autorités militaires ont choisi de ne pas intervenir, et aucune information n'a été donnée quant à d'éventuelles arrestations. »

Extrait du quotidien argentin « LA VOZ »

Témoignage d'un représentant du syndicalisme argentin de classe

ALBERTO Piccinini est l'une des figures les plus représentatives du syndicalisme argentin de classe. Il fut, en 1975, à la tête de l'une des luttes les plus radicales et les plus avancées — par ses objectifs, ses formes d'organisation et ses méthodes — alors menées par les travailleurs de ce pays : celle des 30 000 ouvriers du complexe sidérurgique et métallurgique de Villa Constitución, à proximité de Rosario.

Après presque sept ans de prison, il est aujourd'hui l'un des rescapés de l'avant-garde ouvrière surgie au début des années 1970, et qui fut la cible principale des militaires, avant même l'instauration de leur dictature en 1976.

Bien que n'ayant pas été réintégré dans son entreprise, il a repris dans sa ville ses activités de syndicaliste. Le prestige dont il jouit et la confiance que lui témoignent les travailleurs de cette importante zone industrielle lui permettent de jouer d'ores et déjà un rôle important. Ce fut notamment le cas lors de la grève nationale du 6 décembre 1982. Son analyse de la situation actuelle du mouvement ouvrier argentin, ses préoccupations quant aux modalités de « récupération » de leurs syndicats par les travailleurs, ses conceptions sur l'unité et la démocratie syndicales sont significatives de l'état d'esprit de secteurs qui sont, aujourd'hui, parmi les plus avancés du prolétariat argentin.

« INPRECOR » : — Comment analyse-tu la situation actuelle du mouvement ouvrier argentin ?

Alberto PICCININI : — Malgré les années de répression et bien qu'il soit encore loin d'avoir récupéré ses capacités d'organisation et son unité plus que jamais nécessaire, le mouvement ouvrier joue actuellement un rôle croissant. Il pèse chaque jour d'un poids plus grand et je suis convaincu qu'à terme il retrouvera la force qui était la sienne dans le passé.

— Quelles sont, selon toi, les nécessités les plus urgentes ?

— La tâche la plus immédiate est la « récupération » des syndicats et l'élection de leurs dirigeants par un processus démocratique. Nous devons tout faire pour impulser, dans ce contexte, une réelle démocratie syndicale. Cela permettra de promouvoir des cadres véritablement représentatifs qui seront en mesure de diriger effectivement les organisations syndicales et d'assurer leur indépendance.

— Comment cette lutte s'inscrit-elle dans le contexte politique actuel ?

— Il faut évidemment partir du fait que la classe ouvrière a été très durement frappée, non seulement par la répression, la mort, l'emprisonnement des travailleurs les plus militants, mais aussi par la destruction de pans entiers de l'appareil productif. Cela a comme conséquence d'ôter leurs outils à des millions de travailleurs. Quand les possibilités de travail se trouvent réduites dans de telles proportions, les possibilités de mobilisation et de lutte se trouvent, elles aussi, réduites.

Fondamentalement, il faut travailler

à la réactivation de l'appareil productif pour que la classe ouvrière soit en mesure de jouer à nouveau et pleinement le rôle qui doit être le sien.

— Quel bilan tires-tu des luttes qui se sont déroulées depuis maintenant un an ?

— Le bilan est déjà prometteur. Il faut, bien sûr, tenir compte du fait que, jusqu'à présent, l'activité syndicale n'a pu se développer normalement. Dans ces conditions toutefois, les conflits qui ont éclaté, les luttes qui se sont développées, ont témoigné d'un niveau de mobilisation et de volonté unitaire significatives. La journée de grève organisée le 6 décembre dernier, et qui a conduit à la paralysie à peu près totale du pays, en est le meilleur exemple.

Le pas décisif serait la reconstitution d'une seule Confédération générale des travailleurs (CGT). Il n'est pas possible, il est impensable que le mouvement ouvrier argentin, après avoir fait l'expérience d'une CGT unique, de la force que confère une telle organisation, favorise les manœuvres et les projets de ses ennemis en maintenant plusieurs CGT. Ceux qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs doivent le manifester par des faits concrets. Les intérêts personnels ou sectoriels doivent être combattus. Il faut travailler à l'unité complète de la classe ouvrière au sein d'une seule CGT.

— Quelle fut l'importance de la participation ouvrière à la manifestation appelée le 16 décembre par la Multipartidaria ?

— Le mouvement ouvrier en a été le principal protagoniste. N'est-ce pas le secteur qui a été, historiquement, le plus

frappé ? Pour lui, la lutte est une obligation. Il l'a bien démontré par sa résistance tout au long de ces années de dictature.

— Comment s'est déroulée la grève du 6 décembre dernier à Villa Constitución ?

— Ce qui s'est passé à Villa Constitución est d'une grande signification. Villa Constitución est un lieu où la répression a eu des effets particulièrement dramatiques. Il faut se rappeler les événements de l'année 1975 pour le comprendre. Tous les dirigeants syndicaux membres de l'Union ouvrière métallurgique (UOM, syndicat des métallurgistes argentins) furent arrêtés, puis emprisonnés pour de longues années. La répression a atteint des sommets dans ce centre industriel : un grand nombre de camarades furent enlevés et assassinés. Les licenciements furent encore plus massifs qu'ailleurs. Un véritable climat de terreur a longtemps régné dans toute la ville.

On ne s'étonnera donc pas que, jusqu'à la veille du 6 décembre, ait prévalu un climat fait de peur et de passivité. Ce jour-là, l'actuelle « direction locale » de la UOM avait décidé de ne pas suivre les consignes de grève qui avaient été lancées à l'échelle nationale par les deux CGT. De nombreuses pressions furent parallèlement exercées sur les travailleurs par les dirigeants de l'entreprise afin qu'ils se rendent au travail. Dans ces conditions, ceux de l'équipe de 6 heures à 14 heures sont entrés normalement dans l'usine. Lorsqu'un groupe de camarades, anciens responsables syndicaux aujourd'hui sans travail, et moi-même avons appris cela, nous avons décidé de tout faire pour renverser la situation. Nous nous sommes rendus à la porte de l'usine, arrêtant les autobus qui amenaient les ouvriers qui commençaient le travail à 14 heures. Nous leur avons proposé d'organiser, une fois dans l'usine, une assemblée générale pour décider d'arrêter le travail. Cela fut généralement accepté avec enthousiasme par les camarades qui, immédiatement, nous ont manifesté leur confiance. De tels développements sont, je le répète, très significatifs. Non seulement à cause des résultats obtenus (les équipes de l'après-midi et celles de nuit ont effectivement cessé le travail), mais parce que, à partir de là, nous avons pu organiser, dès le lendemain, un rassemblement devant le local du syndicat. Une pétition a circulé réclamant l'organisation d'une assemblée générale pour discuter, enfin, du processus de retour à une activité syndicale « normale », annoncé par la dictature.

Depuis lors, le climat s'est radicalement modifié. Il y a une véritable renaissance de la volonté de participer, d'agir, qui se manifeste à travers nombre de faits concrets. Nous avons même pu mettre en place une structure nommée « Unité Métallurgique du 6-Décembre », qui s'affirme déjà comme l'instrument organisateur de la lutte des travailleurs pour une véritable « récupération » du syndicat.

— Quelle est ton opinion sur l'actuelle législation du travail ?



Le rôle des mères de la Place de Mai

« Durant des années, nous avons mené notre lutte absolument seules, sans la moindre compréhension ni le moindre soutien des partis politiques et de l'Eglise », rappelait Maria-Adela Antokonoletz, vice-présidente de l'Association des mères de la Place de mai, lors de son récent passage à Paris, en compagnie de Hebe Pastor de Bonafini, la présidente du mouvement. « Comment aurait-il pu en être autrement, ajoutait cette dernière, alors que le principal dirigeant de l'Union civique radicale, l'une des grandes organisations de la Multipartidaria, pensait qu'il fallait considérer comme morts tous les disparus ? Au fond, c'était une solution qui lui convenait. Nous, de notre côté, nous avons toujours refusé cela. Nous avons toujours dit que les disparus devaient réapparaître en vie, que notre devoir n'était pas de rechercher des morts. Après tout, ne les ont-ils pas emmenés vivants de nos maisons ? »

Les mères sont sévères avec les partis politiques argentins, aujourd'hui engagés dans le dialogue avec les militaires. Avec raison et légitimité. Depuis des années, par leur refus de baisser les bras, par leur combat obstiné et de chaque instant, elles se sont affirmées, bien malgré elles, comme le secteur le plus combatif, le plus intransigeant parmi les opposants à la junte. (Cf. l'interview des Mères de la Place de mai publié dans *Inprecor* numéro 134, du 11 novembre 1982.)

Aujourd'hui, stimulées par l'audience internationale qu'elles ont acquise et par les nouvelles possibilités de combattre que permet le contexte argentin, elles se disent optimistes. N'ont-elles pas déjà remporté une victoire considérable, en brisant la conspiration du silence sur ce qui restera comme l'un des crimes contre l'humanité commis au cours de la seconde moitié de ce siècle ? Elles ont aussi la preuve que, parmi les 25 000 à 30 000 disparus, certains sont encore en vie. Peu, très peu sans doute, mais « les sauver serait une victoire extraordinaire », affirme Maria-Adela Antokonoletz.

Elles ont tant appris au cours de ces années d'angoisse et de lutte... Prudentes et lucides, elles soulignent que l'appareil répressif de la dictature reste intact. « Même si le nombre des disparitions a beaucoup diminué, il y en a régulièrement de nouvelles », ont-elles précisé, ajoutant que « les Ford "Falcon" vertes, sans immatriculation (véhicules utilisés pour les enlèvements) continuent de circuler ». Elles ont également rappelé qu'« au cours du mois passé avait disparu le dernier survivant du massacre de Trelew, Ricardo-René Haidar, qui venait juste de rentrer au pays, de même qu'un jeune homme de Rosario et un ancien chauffeur de la Chambre des députés aujourd'hui dissoute, qui doivent être ajoutés à la longue liste de ceux dont on est sans nouvelles ».

— La législation qui, en ce moment encore est toujours en vigueur, ne respecte en rien les droits des travailleurs. Nous devons lutter pour le rétablissement plein et entier des libertés syndicales. Les syndicats doivent être aux mains des travailleurs. Il n'y a aucune excuse pour que se poursuivent les « interventions » dans le mouvement syndical (mises sous contrôle militaire) décrétées par la dictature. Sans nouveaux retards, sans tergiversations, les syndicats doivent être rendus aux travailleurs et, par un processus d'élections démocratiques, ce sont ces travailleurs qui doivent élire leurs dirigeants.

— Par quels moyens concrets peut-on réaliser ce que l'on appelle ici la « normalisation » syndicale ?

— La seule chose que doit faire le gouvernement, c'est de rendre les organisations syndicales à leurs anciens dirigeants. Ensuite, ceux-ci devront organiser des élections, entreprise par entreprise, pour que soient élus les délégués, les commissions internes et les structures de direction, afin de respecter le processus démocratique, depuis le délégué de base jusqu'à la direction nationale de la CGT.

C'est la seule et unique garantie pour que les dirigeants soient représentatifs et les syndicats forts. Des syndicats forts ne sont pas un danger pour le pays, comme certains l'insinuent aujourd'hui. Au contraire, c'est l'assurance que l'organisation de la classe ouvrière bénéficie au pays.

— Que penses-tu de la question des disparus ?

— C'est une blessure très grave pour le peuple argentin. Il faut lui donner une réponse et une solution concrètes. C'est un fait qu'il est impossible d'ignorer. Je ne dis pas cela avec un esprit de revanche, mais il est impossible à un être humain de fermer les yeux sur une pareille réalité. Ce qui est en discussion là, ce ne sont pas des questions politiques mais des questions qui touchent à la vie et aux sentiments de tout être humain. Cela ne peut être ignoré, ne peut être contourné. Et tout doit être fait pour que jamais cela ne puisse se reproduire. Tous ceux qui, dans une mesure ou une autre, ont un sentiment humanitaire doivent s'opposer à l'oubli.

— Tu défends la nécessité de l'unité de la CGT. Sur quelles bases doit-elle se réaliser ?

— En premier lieu, les dirigeants des différentes CGT doivent s'affirmer concrètement en faveur du dialogue. Non seulement entre eux, mais également entre militants de base. Je pense que si ces militants pouvaient réellement participer à un tel dialogue, le problème de l'unité des deux CGT serait résolu.

— En d'autres termes, c'est dans la pratique, à la base, qu'il faut rechercher l'unité ?

— Sans aucun doute. En réalité, d'ailleurs, cette unité est voulue et, dans bien des cas, pratiquée à la base. C'est au niveau des dirigeants qu'elle n'existe pas. Là, les questions d'ordre personnel et sectoriel continuent de primer.

— Quels devraient être, selon toi, les axes essentiels du programme du « plan de lutte » que devrait mettre en avant le mouvement syndical ?

— Les points les plus immédiats sont la défense de l'outil de travail, la récupération du pouvoir d'achat, la restitution des syndicats aux travailleurs et le rétablissement de toutes les garanties que contenait la législation du travail abolie par la dictature. Il s'agit-là des revendications les plus immédiates.

— Le rétablissement de toutes les libertés démocratiques est aussi l'une d'elles ...

— Oui, mais le retour à la démocratie, disons au plan institutionnel et politique, est indissociable du retour à la démocratie au plan syndical. Il est impossible de parler de démocratie dans un pays s'il n'y a pas de démocratie dans tous les secteurs. On ne peut parler d'une véritable démocratie politique s'il n'y a pas de démocratie syndicale.

— Qu'attendent, des élections promises pour la fin de l'année, les secteurs ouvriers auxquels tu es lié ?

— Le mouvement ouvrier attend beaucoup d'une étape démocratique. Il veut la démocratie. La classe ouvrière ne croit cependant pas que ses problèmes vont se résoudre grâce au seul processus électoral. Celui-ci ne sera qu'un pas, un pas seulement, d'une longue marche.

Après les élections, il faudra continuer à lutter. A lutter beaucoup. Le peuple va devoir prendre conscience que nous nous retrouvons avec un pays dévasté, un pays où l'appareil productif doit être reconstruit, recomposé, un pays où le pouvoir d'achat des salariés devra être rétabli, un pays dont il sera nécessaire de restaurer l'image au plan international ...

Avant comme après les élections, le plus important est, et restera, le combat pour la solution des gigantesques problèmes socio-économiques qui sont posés.

Propos recueillis pour « INPRECOR »
Buenos-Aires, janvier 1983.

Le débat sur la "cogestion" et l'échelle mobile des salaires

Interview de Felipe Vasquez membre du Comité exécutif de la Fédération syndicale des mineurs (FSTMB)

LE 31 octobre 1982, à l'occasion de la commémoration du trentième anniversaire de la nationalisation des mines boliviennes par le gouvernement de Paz Estenssoro (dirigeant du Mouvement nationaliste révolutionnaire, MNR) en 1952, le Président Siles Suazo annonçait l'intention de son gouvernement d'instaurer la « cogestion » ouvrière dans l'administration des mines étatisées. Quelques jours plus tard, le vieux leader de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), Juan Lechin, rejetait le projet gouvernemental de cogestion des entreprises d'Etat en déclarant qu'il n'était rien d'autre qu'une « copie du modèle d'Allemagne fédérale, prétendant créer une administration paritaire des entreprises » (le Monde du 11 novembre 1982).

Ainsi se présentait le débat sur les propositions de « cogestion » avancées par le gouvernement de l'Union démocratique populaire (UDP). Celles-ci s'orientent vers une forme de « cogestion » paritaire, associant des représentants syndicaux et des représentants gouvernementaux. Ce type d'administration des entreprises nationalisées (qui représentent environ 80 % des principales branches industrielles du pays) est aussi soutenu par le Parti communiste bolivien (PCB), qui participe au gouvernement, et dont les militants dirigent la COB. Un ar-

Carlos ILLADES : — Sur quelle base se fonde la revendication d'un salaire minimum vital avec échelle mobile que les mineurs ont présentée au gouvernement ?

Felipe VASQUEZ : — Pour faire un peu d'histoire, on pourrait dire que les mineurs ont été les porte-drapeaux de la lutte pour le salaire minimum vital à partir de l'année 1942. Pendant plusieurs décennies, cela a été la revendication à laquelle les travailleurs ont été le plus sensibles. Aussi bien les gouvernements du MNR de Paz Estenssoro que les gouvernements militaires l'ont tout simplement ignorée.

A partir de novembre 1981, nous, les mineurs de Huanuni, nous avons expliqué que la revendication de salaire minimum vital était inséparable de celle de l'échelle mobile des salaires. C'était la seule riposte conséquente des travailleurs face à la crise qui frappait le pays. Jusqu'ici, le mouvement des mineurs est le seul qui ait fait une étude sérieuse du problème du salaire minimum et de l'échelle mobile, en prenant en considération les habitudes de consommation populaire, les nécessités alimentaires liées à notre milieu géographique, le nombre de membres composant la famille, les prix, etc. Après une telle étude, nous sommes arrivés à la conclusion qu'en mai-juin 1982, le salaire minimum pour satisfaire les besoins d'une famille de six personnes devait correspondre à 11 330 pesos mensuels (environ 3 100 FF). Notre étude était sans précé-

dent en Bolivie. Auparavant, on s'était limité à faire des calculs sur la base de l'augmentation du coût de la vie.

— Si la revendication présentée par les mineurs n'était pas acceptée par le gouvernement, quelles décisions prendrait la FSTMB ?

— Pour l'instant, le gouvernement n'a pas rejeté notre revendication. Mais, si après la trêve de cents jours qu'il a demandée — et qui se termine à mi-février —, notre revendication n'a toujours pas eu de suite favorable, nous nous mobiliserons. Comme je l'ai déjà dit, le salaire minimum avec un système d'échelle mobile est une revendication à laquelle nous ne pouvons pas renoncer.

— Quelle est la position de la FSTMB à propos de la « cogestion » ouvrière dans les entreprises publiques dont a parlé le gouvernement de l'UDP ?

— Depuis 1970, nous avons débattu du problème de la participation des ouvriers à la gestion des entreprises publiques. Cela avait pour objectif de contester à la bureaucratie gouvernementale le contrôle de ces entreprises. En même temps, il s'agissait de riposter à des secteurs de la bourgeoisie qui voulaient — et veulent toujours — dénationaliser les secteurs stratégiques de l'économie, en leur démontrant que les ouvriers peuvent assurer la gestion de l'économie, sur

ticle récent de la revue du Comité central du Parti communiste français consacré à la Bolivie, se félicite d'ailleurs du fait qu'une « commission est chargée de proposer un système de "cogestion ouvrière paritaire dans les entreprises publiques productives" et, désormais, dans les deux plus importantes, la COMIBOL (mines) et la YPFB (pétroles), la direction sera assurée par trois représentants du gouvernement et trois élus des travailleurs » (Cahiers du communisme, numéro 3, mars 1981, p. 82).

S'opposant à cette orientation, nos camarades du Parti ouvrier révolutionnaire-Combate (POR-Combate), section bolivienne de la IVe Internationale, défendent, avec d'autres courants révolutionnaires, l'idée d'une « cogestion » majoritaire des représentants des travailleurs à la direction des entreprises d'Etat. C'est cette orientation qu'appuient aussi des dirigeants de la Fédération syndicale des travailleurs des mines de Bolivie (FSTMB, syndicat membre de la COB), ainsi que l'atteste, parmi d'autres éléments d'information, l'interview de Felipe Vasquez, membre du Comité exécutif de la FSTMB et du POR-Combate, que nous publions ci-dessous. C'est aussi de cette idée que s'inspire le projet de « cogestion », publié début mars par ce syndicat, et dont nous reproduisons ci-après la partie la plus significative.

d'autres bases. Il s'agissait aussi d'établir clairement que le déficit actuel de ces entreprises était — et reste — la conséquence de la gestion bureaucratique imposée par la bourgeoisie.

Pendant toute une période, la « cogestion » telle que les ouvriers la concevaient, avait un caractère progressiste, du fait qu'elle signifiait une lutte vigoureuse contre des gouvernements réactionnaires qui prétendaient reprivatiser les secteurs stratégiques de l'économie. Lorsque nous parlions de « cogestion » en 1970, nous luttions en réalité pour assurer une majorité aux représentants ouvriers. De même, maintenant, nous ne voulons pas que tout se réduise — comme le voudrait le gouvernement actuel — à une simple administration des entreprises. Nous voulons une intervention directe des travailleurs dans l'utilisation des ressources, dans leur distribution planifiée, dans la commercialisation des produits, etc.

— Quelles sont les différentes positions sur le problème de la « cogestion » au sein de votre fédération ?

— Nous pouvons, en gros, définir trois propositions.

La position avancée par le gouvernement, et d'après laquelle la représentation patronale et ouvrière devrait être paritaire dans les directions des entreprises. La participation ouvrière y serait réduite à un simple rôle administratif dans les entreprises. Les représentants des travail-

leurs n'auraient pas le moindre pouvoir de décision en matière financière. En d'autres termes, le gouvernement veut que cette participation se réalise dans le cadre des rapports d'exploitation capitalistes.

Il y a ensuite la position avancée par les organisations révolutionnaires. Elle signifie une « cogestion » à majorité ouvrière et la participation des travailleurs à la gestion des finances de l'entre-

prises... nous pourrions alors rentabiliser les entreprises. Dans le cas des entreprises dont les bénéfices sont plus réduits, nous chercherions des moyens d'augmenter la production. Mais tout cela suppose une rectification de la politique gouvernementale en direction du secteur minier. Il s'agit de développer une politique visant à améliorer substantiellement les conditions de travail et de vie des mineurs.



Une assemblée de mineurs à 4 500 m. d'altitude. (DR)

prise, au contrôle de la commercialisation des produits, etc. En d'autres termes, nous revendiquons un changement d'orientation dans la gestion des entreprises, dans la perspective d'introduire l'autogestion ouvrière.

Enfin, il y a aussi une position inspirée par des conceptions ultra-gauchistes, qui s'oppose catégoriquement à la « cogestion » et se prononce pour un contrôle ouvrier sans contenu bien défini.

Actuellement, la FSTMB est en train de discuter ce problème dans une commission nationale constituée par des représentants du gouvernement et des représentants de la COB. Quant à nous, les mineurs, nous avons clairement affirmé que cette discussion doit partir de la base ouvrière et non du sommet.

— Certains secteurs estiment que la participation des ouvriers à la gestion économique des entreprises nationalisées pourrait affaiblir la lutte pour le salaire minimum avec échelle mobile des salaires, parce que les travailleurs se trouveraient impliqués dans la gestion de la rentabilité de l'entreprise. Qu'est-ce que tu en penses ?

— Nous, les mineurs, nous estimons que si nous supprimons les postes des bureaucrates, si nous donnons une nouvelle orientation à l'utilisation des ressources, si nous introduisons de nouvel-

C'est pour toutes ces raisons que nous estimons que l'idée suivant laquelle la « cogestion » ouvrière serait un obstacle à la conquête du salaire minimum est dépourvue de tout fondement.

Dans le cas où le gouvernement n'accepterait pas la formule de la « cogestion » ouvrière majoritaire, il y a deux alternatives possibles : soit, nous, les ouvriers, nous ne participons pas à la « cogestion » dans les entreprises publiques, soit nous entreprenons, dans le cadre de la « cogestion », une lutte très vigoureuse au niveau syndical, avec la participation active des camarades engagés dans la « cogestion ».

— Quelle est l'opinion des mineurs à propos de la pratique gouvernementale de l'UDP ?

— Nous, les mineurs, nous avons été à la tête de la lutte pour la conquête des droits démocratiques du peuple bolivien, avec l'idée que cela faciliterait notre organisation, et donc nous permettrait de lutter dans des conditions plus favorables. Avec la grève de novembre 1981 dans la mine de Huanuni, nous avons obtenu le respect des droits du travail. Par la suite, nous avons mené une lutte pour les droits politiques, et nous avons eu gain de cause sur ce terrain aussi. A l'époque, les travailleurs étaient convaincus que l'UDP — sur la base de son programme — mène-

rait une politique anti-impérialiste, introduirait le salaire minimum vital avec échelle mobile, etc.

C'est la réalité elle-même qui a ouvert les yeux aux travailleurs en ce qui concerne le gouvernement de l'UDP. Une équipe technocratique s'est arrogée l'hégémonie dans la direction du gouvernement et a imposé une série de mesures qui furent, comme celle du mois de novembre dernier (1), un coup dur pour les aspirations des travailleurs. Le gouvernement n'a pas considéré comme prioritaire la défense des intérêts des travailleurs. Nous, de notre côté, nous avons pris nos distances par rapport au gouvernement. Un indice significatif du rejet de la politique de l'UDP par les travailleurs est le fait que dans les élections syndicales qui ont eu lieu depuis novembre, les listes de la gauche non gouvernementale ont remporté la victoire.

Ainsi, malgré l'opposition du Parti communiste bolivien (PCB), les mineurs ont confirmé dans plusieurs congrès leur indépendance de classe.

— Quelle a été la réaction des travailleurs à la sortie du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) du gouvernement, en janvier dernier ?

— Tout le monde n'a pas eu la même attitude. Malgré cela, la majorité des travailleurs est d'accord sur un point : la crise gouvernementale a été le reflet des contradictions qui, du fait même de sa composition, traversent le gouvernement.

Nous, les ouvriers, nous sommes très préoccupés de la situation actuelle, car ce sont les secteurs les plus réactionnaires qui ont tiré le plus grand profit de la rupture de la coalition gouvernementale. Les travailleurs — tout en ne confondant pas démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne — sont engagés dans le processus démocratique actuel et en exigent l'approfondissement. Cela ne nous empêche aucunement de nous préparer à faire face à l'éventualité d'une tentative de restauration d'une dictature fasciste qui, de toute évidence, est en train de se préparer.

— Quelles sont, d'après toi, les perspectives immédiates du mouvement ouvrier bolivien ?

— Je crois que des échéances décisives s'approchent. Dans un tel contexte, les mobilisations ouvrières se multiplieront et les travailleurs auront tendance à se radicaliser.

En Bolivie, on a essayé de traduire dans la pratique beaucoup de projets bourgeois, aussi bien civils que militaires. Tous ces projets ont fait faillite. Le seul choix possible pour les travailleurs est un gouvernement des travailleurs et le socialisme. ■

Propos recueillis pour « INPRECOR »
par Carlos ILLADES,
Huanuni, février 1983.

1. Voir *Inprecor* numéro 145 du 14 mars 1983, « Les cents jours du gouvernement de Siles Suazo ».

Le projet de "cogestion" ouvrière majoritaire du syndicat des mineurs

Le document de la FSTMB sur la cogestion ouvrière que nous publions ci-après illustre, malgré sa complexité, les multiples difficultés posées au mouvement ouvrier bolivien sur cette question. Il s'agit de trouver les structures démocratiques adéquates — dans un pays dominé où, dans son ensemble, la classe ouvrière dispose encore d'un niveau culturel assez limité —, pour permettre une véritable représentation ouvrière majoritaire à la tête des entreprises étatisées et le contrôle des orientations économiques et administratives.

Election des dirigeants ouvriers à la cogestion suivant des formes assez complexes et superposition de représentants ouvriers élus et révocables dans les instances dirigeantes des entreprises aux côtés des administrateurs du gouvernement sont les propositions concrètes essentielles visant à codifier l'idée d'une cogestion ouvrière majoritaire. Il est évident qu'au-delà de sa signification administrative propre, c'est l'effet de propagande autour de son contenu démocratique — contrôle du syndicat et des travailleurs sur la production et l'investissement — qui caractérise surtout la prise de position de la FSTMB.

La cogestion ouvrière a comme objectif d'affirmer le droit des mineurs à une intervention majoritaire dans la conduite, l'administration, la production et le contrôle de toutes les entreprises et de tous les bureaux qui font partie de la COMIBOL (Corporacion Minera Boliviana, organisme de gestion des mines nationalisées. NDLR). Elle veut sauvegarder les intérêts du pays, rationaliser et perfectionner la production et élever le niveau de vie des travailleurs au profit du peuple tout entier.

La cogestion ouvrière introduira le salaire minimum vital avec échelle mobile — priorité longtemps refusée dans le passé —, en prenant comme base de calcul le « panier de la famille », de façon à garantir un niveau de vie décent pour tous les travailleurs. (...)

En ce qui concerne la constitution des instruments organisationnels de la cogestion, il faudra tenir compte des considérations suivantes :

a) puisque nous voulons qu'il s'agisse d'une véritable gestion ouvrière, il est nécessaire de concevoir son organisation de la base au sommet, en partant du travailleur, du noyau humain de base.

b) chaque travailleur ne peut se considérer comme partie intégrante de l'entreprise que s'il participe effectivement, directement et démocratiquement à sa gestion.

c) démocratiquement, cela signifie que les représentants des ouvriers devront être élus, et qu'ils seront révocables.

d) ainsi, on pourra mettre sur pied une nouvelle organisation qui déterminera un changement progressif dans la structure de la COMIBOL et de toutes les entreprises qui s'y rattachent, qui seront aussi organisées sur la base de la cogestion ouvrière.



Femmes boliviennes. (DR)

L'instrument organisationnel de base de la cogestion sera l'unité de travail, qui constitue la forme humaine fondamentale d'association. Cette association protégera l'identité personnelle et culturelle de chaque ouvrier et en même temps l'intégrera socialement.

Les membres de l'unité de travail, dont le nombre sera fixé en fonction des circonstances concrètes, éliront deux délégués qui feront partie d'un comité d'unités de travail. Ces comités éliront à leur tour le comité de gestion de la mine. (...) Un conseil de la mine sera formé par l'élection démocratique d'un délégué pour un certain nombre, à déterminer, d'ouvriers de la mine. Il y aura, de plus, une représentation du syndicat. Ce conseil ratifiera ou élira le comité de gestion de la mine.

L'assemblée générale des mem-

bres des conseils de tous les secteurs de la mine (mine, surface, transformation) constitueront le Conseil de production qui sera présidé, lors de sa réunion constitutive, par le secrétaire général du syndicat. Pour faciliter le travail de ce Conseil de production, un comité du conseil de production sera élu. (...) Trois travailleurs seront élus par le Conseil de production en tant que délégués de la cogestion ouvrière dans le comité d'entreprise (direction locale).

La cogestion ouvrière se concrétisera dans la mesure où les travailleurs assumeront leurs responsabilités dans la conduite, l'administration, la production et le contrôle (du secteur minier), aussi bien au niveau de la COMIBOL et de ses agences qu'au niveau des mines nationalisées. Les délégués élus par les travailleurs dans le Conseil de production seront accrédités par les syndicats. La direction du syndicat élira le délégué syndical au comité d'entreprise (direction locale). (...)

(Différentes modalités présideront à la désignation, par élection, des directeurs (gérants) aux niveaux local et des branches. Les représentants ouvriers y agiront sur un pied de corresponsabilité avec les directeurs des diverses entreprises.)

Les travailleurs seront représentés à la direction centrale de la COMIBOL par trois directeurs ou délégués, accrédités par le Comité exécutif de la FSTMB, mais élus par les travailleurs de la base. (...) Le gouvernement aura trois représentants, dont l'un d'entre eux sera le président de cet organe de direction, sans droit de vote.

Le gérant général, qui aura le rôle important de mener à bien la réorganisation et l'augmentation de la production, sera responsable, face à l'autorité suprême de la COMIBOL, à savoir la direction centrale, et dans ce but, il sera élu sur la base d'une liste de trois noms proposés par la FSTMB. Il devra être un expert en matière de gestion d'entreprise et ne pas avoir moins de huit ans d'expérience professionnelle. Il devra appliquer les décisions.

Le gérant général proposera à la direction des listes de trois noms pour l'élection des différents responsables techniques. Le personnel administratif des entreprises sera désigné par la direction centrale en accord avec les secteurs respectifs.

Seule la direction centrale aura la faculté de représenter la COMIBOL et d'établir les rapports avec le gouvernement et d'autres organismes. Les membres de la direction n'auront pas de fonctions exécutives individuelles. Ils seront responsables collectivement de tous les plans, accords et décisions de la direction, de même que les directeurs de la cogestion ouvrière seront corresponsables dans les trois secteurs.

Le mouvement syndical dans la nouvelle conjoncture économique

Reprise du débat sur les 35h et la nationalisation de la sidérurgie

A la suite du renversement d'alliance gouvernementale qui le porta au gouvernement, le nouveau chancelier Helmut Kohl déclarait, le 13 octobre dernier : « La coalition du centre, qui rassemble la CDU (Union chrétienne-démocrate), la CSU (Union chrétienne-sociale) et le FDP (Parti libéral-démocratique), commence à travailler dans la situation de crise économique la plus grave que la RFA ait connue depuis sa création. » (*Le Monde diplomatique*, mars 1983.) La victoire électorale de cette coalition réactionnaire, le 6 mars dernier, sanctionnait la faillite du modèle social-démocrate de gestion du capitalisme, qui s'accommodait de plus en plus mal de la crise économique. Dès la première étape de cette crise, en 1974, la période de l'âge d'or de la RFA, qui connut dans les années 1955 et suivantes un taux de croissance allant jusqu'à 12 %, était révolue.

Parallèlement s'ouvrait une ère de remise en cause des acquis sociaux obtenus par les travailleurs dans la période antérieure. Alors que le chômage grimpait à une vitesse vertigineuse, les allocations sociales étaient réduites par le gouvernement à direction social-démocrate SPD (Parti social-démocrate)-FDP. En septembre 1982, les chômeurs officiellement recensés mettaient en moyenne huit mois et demi pour retrouver du travail. Moins de la moitié d'entre eux avait encore droit à des allocations-chômage, 17 % ne percevaient plus d'indemnité journalière minimale, et plus d'un tiers n'avait droit à aucune forme d'allocation. En janvier 1983, 10 % de la population active se trouvait au chômage (2,5 millions de personnes).

La restructuration capitaliste de l'industrie et l'introduction de l'électronique dans la production et le secteur tertiaire a mis en danger, ces dernières années, des secteurs de travailleurs qualifiés considérés comme l'ossature du mouvement syndical allemand. A la fin 1982, avant même la rupture de la coalition gouvernementale SPD-FDP, la pression de la base syndicale avait amené la bureaucratie de la principale confédération syndicale, la Deutsche Gewerkschaftsbund (DGB), à envisager des mobilisations qui risquaient de s'opposer au gouvernement.

En janvier de cette année, plusieurs assemblées de délégués du personnel des entreprises de la métallurgie reprirent les termes d'une résolution adoptée par les 1 000 délégués des usines du groupe Hoesch (sidérurgie) réclamant un combat résolu dans ce secteur. Le 2 février à Duisburg, une assemblée de délégués des principales entreprises sidérurgiques vota en faveur de la nationalisation de ce secteur. Leur texte affirme que « le système économique capitaliste ne prend pas en compte les intérêts vitaux du pays, de l'Etat, et les intérêts sociaux du peuple allemand ». L'ampleur de ce mouvement a contraint les permanents syndicaux locaux à s'y rallier, les mettant ainsi en contradiction avec la bureaucratie de l'IG Metall (fédération des syndicats de la métallurgie), qui s'opposait fermement, lors d'une réunion de son conseil syndical, le 9 janvier, à toute perspective de nationalisation. Eugen Loderer, dirigeant de l'IG Metall affirma que « la nationalisation n'est pas une voie praticable ». Certes, la prudence des bureaucrates syndicaux était aussi à mettre en relation avec la proximité des élections du 6 mars.

En attendant, les dirigeants sociaux-démocrates trouvent sans doute une certaine satisfaction à laisser la coalition CDU/CSU-FDP s'engager dans une politique d'austérité à outrance, politique qu'ils auraient eu, eux-mêmes, beaucoup de problèmes à mettre en œuvre, sans pour autant la désavouer sur le fond.

Le 23 mars dernier, Heiner Geissler, représentant de la CDU et ministre de la Jeunesse, de la Famille et de la Santé déclarait : « Nous demanderons des efforts à tous les citoyens pour relancer l'économie et lutter contre le chômage. » (*Le Monde*, 25 mars 1983). Parmi ces « efforts », il annonça des coupes dans les budgets de l'Office fédéral du travail et de la fonction publique.

Le dossier que nous publions ci-après, qui a été rédigé avant les élections du 6 mars dernier par un camarade du Groupe Internationale Marxiste (GIM), section allemande de la IVe Internationale, présente une analyse d'ensemble de l'état du mouvement syndical en RFA et met en perspective les batailles syndicales et les axes de lutte pour les mois à venir. ■

« Du travail, pas de bombes ! » (DR)



Pendant des dizaines d'années, les syndicats ouest-allemands ont été dominés par l'idéologie réformiste, qui fait du Capital et du Travail des « partenaires sociaux ». Les dirigeants syndicaux ont fait l'éloge de l'« économie sociale de marché ». La lutte des classes passait pour une obscénité et ne servait plus guère aux politiciens du Parti social-démocrate (SPD) ou aux bureaucrates syndicaux que pour reprocher aux patrons de la mener d'en haut, contre les travailleurs.

Mais la base objective qui permit aux syndicats de se muer en « partenaires sociaux » du Capital devait disparaître avec la première grande crise économique de 1974-1975, qui mit fin au plein emploi et qui fit monter le chiffre du chômage jusqu'au million de personnes. Ce n'est pourtant qu'avec la seconde crise économique mondiale, qui frappa la République fédérale d'Allemagne (RFA) à la fin de 1980, que l'état d'esprit des travailleurs se modifia durablement. En effet, c'est alors seulement que la crise affecta aussi les travailleurs qualifiés, qui forment la véritable colonne vertébrale du mouvement syndical. Et c'est à ce moment-là qu'elle est apparue comme une crise structurelle du système capitaliste, dans laquelle même une reprise économique conjoncturelle ne permettrait pas d'améliorer la situation des travailleurs. Alors s'est fait jour l'idée qu'il n'était plus possi-

ble de faire confiance au gouvernement social-démocrate pour « éviter le pire ».

Après la Grande-Bretagne, la RFA était le pays de la Communauté économique européenne (CEE) où le chômage augmentait le plus rapidement. Le nombre de chômeurs officiels était encore, en 1981, de 1,27 million de personnes. En 1982, il y en avait déjà 1,83 million. En janvier 1983, on atteignait presque les 2,5 millions de chômeurs, dont 30 % de moins de 25 ans. A cela, il faut ajouter 1,2 million de travailleurs à temps partiel et environ 800 000 chômeurs non officiellement déclarés.

En 1982, environ 16 000 faillites d'entreprises se sont produites. L'une d'entre elles, celle du trust AEG-Telefunken (électronique), a entraîné à elle seule la perte de 50 000 emplois. Pas un jour ne se passe sans de nouveaux licenciements collectifs. Le syndicat de la métallurgie IG Metall (1) a publié récemment un « livre blanc » dans lequel il présente 65 cas de licenciements collectifs et de fermetures d'entreprises pour l'année 1982, qui provoquèrent la perte de 60 000 emplois. Depuis 1980, les revenus et les salaires de ceux qui travaillent encore perdent, d'année en année, en pouvoir d'achat réel. En 1981 et 1982, les négociations salariales aboutirent, pour la première fois, à des augmentations qui restaient en-deçà du taux d'inflation officiel (2). Si l'on tient compte qu'en même temps il y a augmentation des

prélèvements sur le salaire brut (impôts et sécurité sociale), il faut alors constater une baisse du salaire réel de 4 à 5 % entre 1980 et 1982.

Le niveau de vie des travailleurs a sensiblement baissé avec la politique d'austérité mise en place par le gouvernement d'Helmut Schmidt et que le gouvernement d'Helmut Kohl, qui lui a succédé, n'a fait que renforcer. Les contributions des salariés aux charges sociales ont été constamment augmentées. Depuis le début de 1982, la cotisation de chômage est passée de 3 à 4,6 % du salaire (3). Cela n'a pas empêché que, simultanément, les prestations sociales ont été, de leur côté, brusquement réduites. Ainsi, un chômeur qui refuse une offre d'emploi parce qu'elle ne correspond pas à sa qualification ou à son précédent salaire perd le droit à ses allocations-chômage pendant deux mois.

La méthode de calcul de l'allocation-chômage a d'ailleurs été modifiée de manière à ce que les chômeurs ne perçoivent, aujourd'hui, que 62 % de leur dernier salaire net, au lieu de 68 % précédemment. L'assurance-chômage ne verse désormais à la caisse de retraite plus que la moitié de la cotisation-retraite pour les chômeurs. Malgré l'assurance-maladie obligatoire, il faut maintenant payer une contribution supplémentaire pour les deux premières semaines d'hospitalisation. Les bourses d'Etat pour les étudiants ont été supprimées, les étudiants ayant désormais accès à des crédits remboursables à la place d'allocations d'études. La TVA (Taxe à la valeur ajoutée) doit augmenter de 1 % en juillet 1983, pour passer à 14 %. L'aide sociale pour les personnes sans aucun revenu n'augmente plus depuis des années, et ne suffit même pas à leur assurer le minimum vital. Ces mesures ont ébranlé la confiance des travailleurs d'Allemagne de l'Ouest dans l'« Etat social », c'est-à-dire la confiance en un système d'assurances sociales dans lequel ils voyaient l'acquis le plus important des dernières décennies.

PUISSANCE ORGANISATIONNELLE ET PARALYSIE POLITIQUE DES SYNDICATS

Contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays d'Europe occidentale, l'augmentation brutale du chômage en RFA n'a pas encore conduit à un affaiblissement organisationnel des syndicats. Les salariés continuent à se tourner vers les

L'opposition syndicale: l'exemple de Francfort

Malgré des statuts antidémocratiques et des mesures d'exclusion contre les militants d'organisations socialistes et communistes, il y a toujours eu, ces dernières années, une opposition syndicale. Au congrès syndical de l'IG Chemie (syndicat de la chimie) de 1980, un quart des délégués s'est prononcé contre la ligne antidémocratique de la direction et contre sa collaboration étroite avec le patronat. Mais, en général, les forces oppositionnelles voyaient leur champ d'action restreint à celui de l'entreprise. Dans les élections des délégués du personnel, qui ont lieu tous les trois ans dans les grandes entreprises, de nombreux candidats ou listes oppositionnelles ont recueilli jusqu'à un tiers des voix. Nombre de militants furent exclus du syndicat par la suite.

Mais l'exemple de l'IG Metall (syndicat de la métallurgie) de Francfort démontre comment un travail durable et couronné de succès au niveau de l'entreprise peut mettre en cause la bureaucratie syndicale, dès lors qu'éclate la lutte. A Francfort, dans la métallurgie, des licenciements massifs s'annonçaient dans plusieurs entreprises, depuis 1981. Le syndicat avait passivement suivi le licenciement de 30 000 travailleurs depuis 1970, sans entreprendre une action quelconque. Les secrétaires syndicaux devaient leur renommée à leur politique intransigeante d'exclusion de tous les oppositionnels. Gunkel, par exemple, cumulait tellement de postes, à la fois à l'IG Metall, au SPD et dans les conseils d'administration de diverses entreprises qu'on ne pouvait plus les dénombrer. Le 26 septembre 1981, les travailleurs de l'entreprise de la métallurgie VDM occupèrent leur usine vouée à la liquidation, contre la volonté des délégués du personnel et du secrétaire syndical. Ils ne voulaient pas de plan social mais le maintien de leurs emplois. L'IG Metall mit fin à cette action en s'empresant de conclure un plan social assez avantageux. Mais le cercle des métallurgistes oppositionnels qui avait soutenu la lutte, a acquis à travers ce conflit un véritable poids face à la bureaucratie syndicale. Avec son appui, une nouvelle occupation d'entreprise eut lieu à l'usine Rockwell-Golde, en avril 1982, qui aboutit à une victoire complète. Les travailleurs réussirent à empêcher tous les licenciements prévus. Les deux luttes transformèrent le rapport des forces au sein du syndicat. Le secrétaire Gunkel dut abandonner son poste et l'appareil syndical organisa une nouvelle occupation, celle de l'usine Demag, quelques jours plus tard. Il soutient désormais les initiatives des chômeurs de l'entreprise VDM.

1. La Deutsche Gewerkschaftsbund (DGB) est une confédération qui comprend 17 syndicats de branche, qui mènent chacun leur propre politique. C'est la plus grosse confédération syndicale d'Allemagne.

2. En 1981, les salaires ont augmenté en moyenne de 4,8 %. Le taux d'inflation officiel était de 5,9 %. En 1982, les augmentations salariales de 4,5 % ont fait face à des augmentations de prix de 5 %. Aujourd'hui, dans les négociations, les patrons ne proposent plus que des hausses salariales de 1,8 %.

3. Les contributions ne sont payées que pour moitié par les patrons, le reste est retiré du salaire brut du travailleur.

syndicats pour être défendus, même au cours de ces dernières années qui ont été particulièrement noires. Malgré le recul du nombre des salariés, du fait du chômage, le nombre des syndiqués de la Deutsche Gewerkschaftsbund (DGB) a encore continué à augmenter légèrement en 1981 (8 millions de membres pour une population salariée d'environ 22,5 millions). Ce n'est qu'en 1982 que le nombre de syndiqués a globalement commencé à baisser un peu. En réalité, le secteur industriel avait déjà enregistré auparavant une baisse du taux de syndicalisation, mais elle était compensée par l'augmentation continue du degré d'organisation syndicale dans le secteur tertiaire. Cependant, même les pertes dans le secteur industriel ne prennent pas, jusqu'ici, des proportions alarmantes. L'IG Metall a atteint son chiffre record en 1979, avec 2,68 millions de syndiqués. Jusqu'à la fin de 1981, le syndicat de la métallurgie a perdu environ 62 000 membres, et dans les premiers mois de 1982, il en a perdu encore 49 000. Au même moment, le nombre de salariés dans la métallurgie baissait d'environ 180 000 personnes, pour atteindre le chiffre total de 4,2 millions de travailleurs. Si l'on fait exception de l'industrie chimique, où la « coopération » entre le syndicat et la direction de l'entreprise affaiblit substantiellement l'organisation syndicale, la majorité des travailleurs des grandes entreprises est toujours syndiquée.

Néanmoins, malgré leur force organisationnelle maintenue, les syndicats sont restés passifs face à la crise. En 1978, il y a eu cinq grèves importantes, parmi lesquelles celle menée par les sidérurgistes pour la semaine de 35 heures et qui dura six semaines. Mais la défaite enregistrée par l'IG Metall (fédération syndicale la plus importante de la DGB) lors de cette grève a eu l'effet d'un traumatisme sur les directions syndicales (4). Depuis lors, aucun syndicat n'a pris le risque de lancer une grève sur ce thème, hormis le petit syndicat des travailleurs des postes, qui réclamait la réduction du temps de travail pour les travailleurs en équipe. Cette action isolée ne dura que cinq jours. Pendant toutes ces années, la direction syndicale de la DGB n'a pas pris la moindre initiative de lutte. Elle a tellement réduit les critères servant au calcul des revendications salariales qu'elle en est venue à n'avoir pour objectif que le simple alignement des salaires sur le taux officiel d'inflation alors que, dans les années 1970, l'exigence de la hausse du salaire réel était toujours mise en rapport avec l'augmentation de la productivité et que l'écart entre salaire brut et salaire net était pris en compte. Mais la DGB n'a même pas réussi à imposer cet alignement. La baisse du salaire réel des travailleurs ne pouvait donc plus être masquée par les statistiques. La réduction du temps de travail ne fut plus exigée que pour certaines catégories de travailleurs (les travailleurs âgés et ceux qui travaillent en 2X8). Mais, hormis quelques milliers de salariés de l'industrie alimentaire et des postes, il n'y



Manifestation de l'IG Metall. (DR)

eût aucun succès. Le plus souvent, on n'arriva même pas à l'étape de la négociation sur ces revendications.

LA REMISE EN CAUSE DES « PLANS SOCIAUX »

Alors que quelques dirigeants syndicaux avaient pris bien trop à la lettre l'invitation des patrons à s'intégrer au système de l'économie de marché — comme en témoignent les multiples affaires de corruption touchant des dirigeants de la DGB (5) — les militants syndicaux dans les entreprises faisaient de leur côté l'expérience qu'il n'était plus possible pour eux de continuer à accepter les règles de ce système. Pour ceux qui en doutaient encore, la faillite d'AEG fut un exemple survenu bien à propos. Les représentants de l'IG Metall présents dans les instances de « cogestion » du second trust de l'électronique de RFA s'étaient montrés prêts à toutes les concessions. Des 170 500 salariés qu'employait AEG de par le monde en 1974, 50 000 ont été li-

cenciés entre 1974 et 1982, alors que la productivité augmentait considérablement. Le chiffre d'affaires réalisé par salarié passait de 70 352 DM (1 deutsche mark vaut environ 3 francs français) à 120 300 DM. Les délégués du personnel avaient même été jusqu'à accepter que la majeure partie des fonds destinés à la retraite des travailleurs soit gaspillée pour « assainir » la situation financière de l'entreprise. Le manque à gagner de 1,8 milliard de DM sur les trois dernières années, qui a finalement conduit AEG à la faillite, correspond à peu près aux intérêts que les banques ont gagné sur les dettes contractées par le trust AEG pendant cette période.

Pourtant, l'IG Metall a laissé faire lorsque les délégués syndicaux de chaque établissement du trust AEG, chacun de leur côté, tentèrent d'« éviter le pire » pour « leur » établissement, et qu'ainsi les travailleurs du groupe se retrouvèrent dans une situation de concurrence désespérée pour les quelques emplois qui restaient. La direction de l'IG Metall se

4. Durant l'hiver 1978-1979, 10 000 sidérurgistes ont mené une lutte de six semaines pour les 35 heures. L'IG Metall mit fin à la grève en abandonnant cette revendication et en signant un accord pour la sixième semaine de congés payés et l'attribution de jours de congés supplémentaires pour les travailleurs en équipe. Cette défaite fut à l'origine d'une période de paralysie du mouvement syndical, car la grève de la sidérurgie toucha doublement la direction de l'IG Metall. D'un côté, le patronat se montra déterminé à utiliser le chômage comme une arme pour affaiblir durablement l'organisation syndicale et les patrons se mirent d'accord pour exclure a priori la question de la réduction du temps de travail de toutes les négociations avec les syndicats dans tous les secteurs. Mais, d'autre part, la dureté de la lutte des sidérurgistes, à laquelle le patronat avait réagi par le lock-out, entraîna une radicalisation des travailleurs qui s'exprima notamment par le rejet, par la majorité des grévistes, du compromis accepté par l'IG Metall et imposé grâce aux votes des non-grévistes.

5. Les scandales impliquant des dirigeants

syndicaux sont nombreux. En février 1982 par exemple, l'hebdomadaire *der Spiegel* révéla les spéculations des administrateurs de l'entreprise immobilière *Neue Heimat* appartenant à la DGB. On y dénonçait un trou de 400 millions de DM. Le conseil d'administration de cette société comprenait de nombreux hauts responsables syndicaux, dont Vetter, secrétaire confédéral de la DGB, et Loderer, secrétaire de l'IG Metall. A la même époque, une banque appartenant à la DGB demandait pourtant aux fédérations syndicales de puiser dans leurs cotisations une somme de 550 millions de DM pour combler le déficit de la *Neue Heimat* ! Juste avant l'ouverture du congrès de la DGB, à Berlin en mai 1982, c'est l'hebdomadaire *Stern* qui publia une liste de 24 permanents syndicaux accusés de garder pour eux-mêmes les sommes qu'ils percevaient pour leur participation dans les conseils d'administration des grandes entreprises au titre de la « cogestion », alors que les résolutions syndicales prévoient qu'elles doivent être versées à un fonds syndical destiné à donner la possibilité de faire des études à des enfants de travailleurs.

prononça pour l'attribution de nouvelles subventions gouvernementales au trust. Elle ne fit absolument rien pour la mobilisation commune des travailleurs de tout le groupe AEG pour le maintien de tous les emplois. L'expérience d'AEG a montré — malgré quelques luttes isolées dans certaines villes — que l'IG Metall n'était pas capable de défendre l'emploi des travailleurs, ceci notamment du fait de la pratique des « plans sociaux » qui a cours depuis des années. La loi oblige en effet les employeurs à conclure avec le comité d'entreprise un contrat financier de compensation en cas de licenciements collectifs. D'après ce contrat, et suivant leur âge et leur ancienneté, les travailleurs perçoivent une indemnité de perte d'emploi (indemnité qui est ensuite en grande partie déduite de leurs allocations-chômage).

Ces deux dernières années, les travailleurs de plusieurs entreprises ont cependant remis en cause cette pratique. Ils préféraient lutter pour le maintien de leurs emplois plutôt que d'attendre la conclusion d'un « plan social ». A cette occasion, des moyens de lutte, tels que l'occupation de l'entreprise ou le blocage de la production furent redécouverts. En 1975, l'occupation de l'entreprise de fabrication de ciment Seibel, dans la petite ville d'Erwitte, en Westphalie, était restée une action isolée. En 1981 et 1982, il y eut au moins huit occupations d'entreprises de ce genre. On peut citer, pour exemple, le cas de l'entreprise Videocolor d'Ulm. Rachetée par la société française Thomson-Brandt, elle devait être mise en liquidation. Le 18 novembre 1981, les délégués du personnel décidèrent de mettre en place un système de surveillance de l'entreprise pour empêcher le démantèlement des machines. Le 11 janvier 1982, le personnel se mit en grève et occupa l'établissement. La lutte ne réussit cependant pas à empêcher la fermeture de l'entreprise, mais elle fut soutenue par l'union locale de l'IG Metall. Un comité de grève fut mis en place. Il fonctionne encore pour faire profiter le personnel d'autres entreprises en danger de licenciement de leur expérience et leur permettre de mieux défendre leurs emplois. Un acquis important de toutes ces luttes fut la solidarité entre travailleurs allemands et travailleurs immigrés.

NATIONALISER L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE

Depuis des années, l'IG Metall comptait sur l'action des groupes sidérurgiques, du gouvernement et de la commission de la CEE à Bruxelles pour résoudre la crise de la sidérurgie. A cet effet, elle prit constamment parti pour les groupes sidérurgiques allemands dans la concurrence internationale acharnée qui se livrait sur le marché mondial de l'acier. L'IG Metall exigeait, par exemple, du cartel de l'acier de la CEE, une fixation des prix, ainsi que des quotas de production avantageant les industries allemandes, sans jamais prendre en compte les conséquences fâcheuses que ces dispositions pouvaient avoir



Franz Josef Strauss des chrétiens-sociaux (CSU) et Helmut Kohl des chrétiens-démocrates (CDU). (DR)

pour les travailleurs des aciéries des autres pays. Le syndicat espérait, par ailleurs, que le gouvernement sauverait du gouffre le trust Hoesch, en lui accordant la subvention publique nécessaire à sa fusion avec Krupp et le groupe nationalisé Salzgitter. Il pensait qu'en contrepartie de nouvelles subventions se chiffant en milliards de DM, les trusts allemands de l'acier s'engageraient à ne plus liquider d'entreprises avant d'avoir trouvé des « emplois de remplacement ». Mais la réalité fut tout autre.

L'industrie sidérurgique de la CEE obtint, durant ces dix dernières années, des subventions se chiffant à 100 milliards de DM. En même temps, les groupes de tous les pays réduisirent leurs emplois d'un tiers (6). En novembre 1982, le ministre de l'Economie, Otto von Lambsdorff — qui était déjà au même poste dans le gouvernement précédent dirigé par Helmut Schmidt — expliquait qu'il fallait tendre à réduire les subventions au profit d'une « véritable » économie de marché. Une des commissions consultatives de son ministère proposait la fusion de toutes les entreprises sidérurgiques en deux grands groupes, ce qui impliquait la suppression de 100 000 emplois dans les années à venir. La faillite du petit groupe ouest-allemand Korf, au début de cette année, a contribué à noircir encore le tableau.

Les représentants des délégués d'entreprises des trois établissements Hoesch de Dortmund en vinrent à la conclusion, fin 1982, après une rencontre avec le responsable de l'IG Metall, que les conceptions et les méthodes utilisées jusque-là par le syndicat avaient échoué. Un rassemblement des délégués syndicaux de l'IG Metall de Dortmund adopta, le 13 décembre 1982, une résolution proposant la nationalisation de l'ensemble de l'industrie sidérurgique ouest-allemande. Ils convoquèrent une conférence de tous les délégués du groupe Hoesch pour le 7 janvier 1983, qui a réuni environ 1 000 personnes pour discuter de cette proposition. L'ambiance était tellement tendue que les membres de la direction de l'IG Metall présents à Dortmund ont préféré ne pas s'opposer à la tenue de la réunion. Ce qui fut décidé ce jour-là représente un

défi à la fois au gouvernement, au patronat de la sidérurgie et à la direction de l'IG Metall. Les délégués ont refusé de se laisser diviser entre les différentes régions ou entreprises auxquelles ils appartenaient. « Nous ne voulons pas une solution au problème de Hoesch sur le dos de ceux de Saarstahl, de Krupp ou d'autres encore. Nous voulons une solution d'ensemble qui permette de résoudre la crise sidérurgique dans l'intérêt de tous les travailleurs », devait déclarer l'un d'entre eux. Les délégués exigèrent aussi la convocation d'une conférence de la branche syndicale de la sidérurgie réunissant non seulement les délégués de comités d'entreprise mais aussi tous les délégués syndicaux et les délégués du personnel de toutes les entreprises sidérurgiques de la RFA.

La résolution des sidérurgistes laissait pourtant en suspens d'importantes questions au sujet desquelles le GIM a avancé des réponses plus approfondies dans un texte dont nous publions des extraits ci-après. Mais les sidérurgistes avaient rompu avec un tabou (7). Ils avaient à nouveau mis la question de l'expropriation des capitaux à l'ordre du jour du mouvement ouvrier allemand. Cette revendication apparaîtra aussi, désormais, dans d'autres secteurs, comme réponse aux menaces de licenciements collectifs et ne pourra donc plus être ignorée.

Aujourd'hui, plus personne ne doute, dans le mouvement syndical, du caractère

6. Dans l'industrie sidérurgique de la CEE, les emplois sont passés de 800 000 en 1974 à 560 000 en 1982, et encore, sur ce dernier chiffre, 40 % des travailleurs sont touchés par le chômage technique. Dans la même période en RFA, les travailleurs de la sidérurgie passèrent de 343 000 à 259 000, dont 37 % sont au chômage technique.

7. Les revendications des délégués présents le 7 janvier 1983 ne dépassaient pourtant pas la doctrine syndicale générale de l'IG Metall ni même, d'ailleurs, les lois des Länder (Etats) sur la socialisation de la production. Ainsi, l'article 27 de la Constitution du Land de Rhénanie-Westphalie, où se concentrent la plupart des usines sidérurgiques, précise : « Les grandes entreprises de l'industrie de base et des entreprises qui, par leur monopole, occupent une position spéciale, doivent être transférées à la propriété publique. »

néfaste des conséquences de la décision de l'IG Metall d'avoir accepté, en 1978, un compromis sur le dos des sidérurgistes en grève. Cela a laissé la fédération complètement désarmée face aux effets combinés de la crise de surproduction capitaliste et de la vague de restructuration. Car le compromis négocié avec le patronat de l'acier, et qui devait être repris dans toute la métallurgie et dans de nombreux autres secteurs de l'économie, a obligé les syndicats à reconnaître les 40 heures comme base de négociation de toutes les conventions collectives pendant les cinq années à venir en échange de la sixième semaine de congés payés. Or, c'est précisément dans ces années-là que l'économie mondiale a connu une nouvelle dépression. En même temps, la mise en application de la nouvelle technologie électronique dans presque tous les secteurs de l'industrie a représenté une attaque contre les travailleurs qualifiés qui, aujourd'hui, ne sont pas à l'abri de la déqualification, des licenciements et du chômage (8).

LA REPRISE DU COMBAT POUR LES 35 HEURES

Si l'IG Metall avait pris le chemin de la lutte pour les 35 heures lors de la grève de 1978-1979, la plupart des emplois supprimés depuis lors auraient pu être conservés. Au lieu de cela, le recul de l'IG Metall a, entre autres conséquences, coupé court pour un certain temps à la poursuite du débat, dans le mouvement syndical, sur la réduction du temps de travail. Mais, avec l'approche de la date à laquelle expire l'accord passé entre l'IG Metall et le patronat sur la semaine de 40 heures (31 décembre 1983) —, la discussion est repartie. La direction de l'IG Metall cherche un moyen d'éviter, encore une fois, cette confrontation inévitable avec le patronat. Fin 1981, elle s'était prononcée pour une baisse de l'âge de la retraite à 60 ans (ce que le patronat considère comme tout à fait négociable) et avait laissé entendre qu'elle était prête à prolonger l'accord des 40 heures en échange de l'acceptation de cette revendication.

L'application de cet « échange » proposé par la direction de l'IG Metall aurait signifié une véritable catastrophe pour la lutte syndicale, car l'âge de la retraite (63 ans) ne s'applique pratiquement plus que pour une minorité de travailleurs. En effet, les grandes entreprises ont, ces dernières années, accordé la retraite anticipée à beaucoup de travailleurs âgés de 58 à 59 ans, dans le cadre de « plans sociaux » mis en place pour supprimer un certain nombre d'emplois sans avoir à recourir à des licenciements. Par ailleurs, les cadences ont tellement augmenté que très peu de travailleurs tiennent jusqu'à leur 63^e année et qu'aujourd'hui presque 60 % des hommes sont obligés d'arrêter le travail avant l'âge de la retraite. Ainsi, la proposition de l'IG Metall n'aurait en fait concerné que 57 250 travailleurs dans l'ensemble de l'industrie métallurgique.

L'abaissement de l'âge de la retraite par un accord conclu dans le cadre de la convention collective n'est donc un point de départ efficace ni pour la redistribution du travail entre tous ni pour briser l'intensité du rythme de travail.

La direction de l'IG Metall a senti assez rapidement le danger de renoncer à une réduction du temps de travail hebdomadaire contre une mesure aussi dérisoire. La résolution votée par les délégués de l'usine de machines-outils MAN-GHH Sterkrade dans la Ruhr, le 16 juin 1982, reprise ensuite dans diverses entreprises,

Le GIM et la nationalisation de la sidérurgie

Dans un numéro spécial de son journal *Was Tun*, le GIM a pris position pour la nationalisation de la sidérurgie : « La revendication de nationalisation doit inclure tout le capital, les entreprises et la propriété foncière de l'ensemble de la branche. Il ne peut s'agir ici de ne sauver que les entreprises dont les bilans virent déjà au rouge. Ce type de nationalisation reviendrait à ne socialiser que les pertes. De plus, le patronat de la sidérurgie a amassé d'immenses fortunes sur le dos des travailleurs. C'est pourquoi il ne peut s'agir que de nationalisation sans indemnités ni rachat ! C'est la seule garantie pour empêcher la spéculation financière des anciens propriétaires. Les grandes banques sont intrinsèquement liées avec le patronat et profitent de la crise. Il faut leur imposer de renoncer à toutes leurs exigences. Nous voulons une sidérurgie sans droit de regard des capitalistes. (...)

« Mais même une sidérurgie nationalisée reste prisonnière des contraintes du capitalisme. C'est pour cette raison qu'il faut, avec la nationalisation, exiger certaines conditions : garantie du maintien des emplois, réduction du temps de travail hebdomadaire avec maintien du salaire et création des emplois correspondants. Pour cela, il est décisif que l'IG Metall et les travailleurs contrôlent ce qui se passe dans l'entreprise, ce contrôle devant différer qualitativement de la cogestion et comporter un droit de veto sur les licenciements, le contrôle des conditions de travail et l'ouverture des livres de comptes.

« Mais une solution pour la seule sidérurgie de la RFA ne sera pas possible. Toutes les décisions en ce domaine concernent immédiatement les travailleurs de toute l'Europe. Le programme d'action doit viser à la mise en œuvre d'une restructuration internationale de l'industrie sidérurgique en fonction de l'intérêt de tous les travailleurs. Une initiative européenne pour les 35 heures pourrait concrétiser le travail commun. » ■

précisait : « La direction de l'IG Metall (...) doit, sans tarder, préparer activement la lutte pour les 35 heures. Il faut dès à présent une campagne d'explication sur la nécessité de la réduction du temps de travail, à tous les niveaux de l'organisation syndicale. Pour cela, le travail en liaison avec les autres fédérations de la DGB est absolument nécessaire. Nous sommes pour toute forme de réduction du temps de travail qui permette de réduire l'usure de la force de travail. Ceci vaut aussi pour le nombre d'années de travail. Mais cela nécessite une initiative politique de l'ensemble de la DGB (...) pour mener une campagne qui vise à imposer la baisse légale de l'âge de la retraite. C'est pourquoi nous nous prononçons contre les négociations qui visent à renoncer aux 35 heures avec maintien du salaire en échange d'une baisse négociée de l'âge de la retraite. La semaine des 35 heures est indiscutablement la forme de réduction du temps de travail la plus créatrice d'emplois : elle créerait immédiatement 1,5 million d'emplois nouveaux. Pour cela, il faut exiger du patronat la mise en place des emplois correspondants avec maintien ou amélioration des conditions de travail. » De nombreuses protestations de ce type conduiront finalement la direction de l'IG Metall, lors d'une réunion plénière les 19 et 20 juin 1982, à poser la question de la réduction du travail hebdomadaire comme « le point central qui dominera les conventions collectives des années 1980 ». Le 23 janvier 1983, l'IG Metall fit une conférence de presse dans laquelle elle présenta un programme d'action pour exiger les 35 heures. Bien que la discussion au sein de l'IG Metall ait divisé la fédération entre les syndicats qui approuvent les 35 heures et ceux qui approuvent l'abaissement de l'âge de la retraite, le fait que la plus importante fédération de la DGB se soit prononcée pour les 35 heures indique la voie que doit emprunter l'ensemble du mouvement syndical. C'est la première fois depuis la grève de la sidérurgie de 1978-1979 qu'une bataille syndicale avec un enjeu stratégique aussi important se profile à l'horizon.

De même que la revendication des travailleurs de la sidérurgie de nationalisation de leurs entreprises, la revendication d'une réduction du temps de travail hebdomadaire a une signification stratégique. La préparation de la lutte pour les 35 heures a mis en relief au moins trois points qui sont discutés actuellement dans l'IG Metall et dans les autres fédérations de la DGB. D'abord avec une orientation qui vise à imposer les 35 heures avec l'exigence du maintien du même salaire, les syndicats se trouvent en opposi-

8. Dans les industries de la machine-outil, de l'automobile et de l'électronique, 100 000 emplois sont perdus chaque année du fait de la mise en place de la micro-électronique (d'après les estimations de la DGB). Fin 1977, entre 300 et 600 robots industriels étaient en service. En 1980, il y en a déjà 1 255 et en 1990, il doit y en avoir 40 000. Avec le maintien des 40 heures hebdomadaires et une croissance (optimiste) de 2,5 à 3 %, cela signifierait une perte d'emplois de 4 millions d'ici à 1990, en RFA.

tion au Parti social-démocrate (SPD) (voir encadré en fin d'article). Ensuite, il faut empêcher que la réduction du temps de travail ait pour conséquence une intensification des cadences. Cette réduction doit servir à l'embauche de nouveau personnel. Ce problème a impulsé la

battue en brèche. La réflexion porte aussi bien sur la combinaison de grèves d'avertissement avec des manifestations de rue, que sur la nécessité de lutter sans argent, s'il le faut. En décembre 1982, siégea à Francfort le premier congrès national des comités de chômeurs avec 1 500

tèlement des acquis sociaux qui furent décisives. Elles mirent fin à la vieille division du travail entre DGB et SPD, selon laquelle seul le parti pouvait se prononcer sur les questions politiques. Et ces actions se dirigèrent, pour la première fois, directement contre le gouvernement d'Helmut Schmidt, malgré la place majoritaire qu'y occupait le SPD.



« Du travail pour tous ! » (DR)

discussion autour de la question de savoir s'il n'était pas utile de chiffrer d'ores et déjà les emplois correspondants, de les inclure dans les conventions collectives et de contrôler activement leur mise en application au niveau de l'entreprise. L'ébauche d'une convention collective réalisée par l'union locale de Bade-Wurtemberg de l'IG Metall pourrait servir à poser des jalons en ce domaine. D'après ce projet, la division du travail sur les chaînes et les machines ne doit pas être augmentée ; un cycle de travail doit faire au moins 2 minutes et demie. Les postes de travail qui ne correspondent pas à ces critères doivent bénéficier de pauses supplémentaires. Les travailleurs et le comité d'entreprise doivent obtenir le droit de s'opposer à l'organisation du travail ou aux temps fixés pour le salaire aux pièces. Ils doivent pouvoir arrêter le travail dès qu'ils pensent que leur santé est en danger et que les conditions d'hygiène et de sécurité ne sont pas respectées. Ce type de discussion introduit pour la première fois des débats sur le contrôle ouvrier de la production, de façon massive, dans les syndicats. Enfin, la revendication des 35 heures permet de prendre conscience que les syndicats doivent se préparer à un conflit central avec le patronat. Cela implique que les syndicats devront abandonner leur attitude corporatiste en vue de l'organisation d'une lutte commune. De nouvelles formes d'action sont débattues. A travers cette discussion, le dogme syndical qui prétend que la capacité de lutte dépend des finances du syndicat, c'est-à-dire de sa possibilité de payer les salaires des grévistes et des travailleurs lock-outés, est

participants. La mise en place de comités de chômeurs a montré que le syndicat doit savoir intégrer les sans-travail en lutte, et pour cela il faut leur ouvrir l'accès aux structures syndicales (9).

CESSER D'ETRE UNE « FORCE AVEUGLE »

L'historien ouest-allemand Theo Pirker a caractérisé les syndicats de l'après-guerre comme une « force aveugle ». Cette expression désignait le soutien acritique des directions syndicales à la politique du SPD et leur compréhension traditionnellement apolitique de la lutte syndicale. Tout le temps que la social-démocratie a siégé à Bonn (de 1966 à 1969 dans une grande coalition incluant la CDU/CSU, ou de 1969 à 1982 dans la coalition socialo-libérale), les directions syndicales se sont toujours plus comportées comme le troisième partenaire de la coalition au pouvoir. La loyauté envers les « amis du parti » au gouvernement amena la direction syndicale de la DGB à mesurer ses exigences dans les dernières années de prospérité et à freiner la radicalisation des travailleurs dans les années de crise 1974-1975 et 1981-1982. Mais, déjà l'année dernière avant le changement politique intervenu à Bonn, un nombre grandissant de syndiqués exigeait de leur organisation syndicale une activité politiquement indépendante.

D'abord, les manifestations de masse du mouvement pour la paix provoquèrent de nombreux débats au sein du syndicat. Mais ce sont les actions contre le déman-

Le dirigeant de l'IG Metall de la région de Stuttgart, Steinkühler, qui est membre de l'aile gauche de la direction syndicale et qui a de bonnes chances de remplacer Eugen Loderer lors du congrès de l'automne prochain, prit l'initiative de préparer une manifestation régionale de la DGB en protestation contre le premier budget d'austérité de l'automne 1981. La direction confédérale était hostile à cette manifestation, signe évident d'une volonté de riposte. Une partie de l'appareil syndical local boycotta même sa préparation. Le ministre social-démocrate des Finances de l'époque écrivit à Steinkühler (membre de la commission du Land de Bade-Wurtemberg du SPD) « de faire disparaître rapidement cet appel ». Mais, le 7 novembre 1981, 70 000 syndicalistes manifestaient à Stuttgart. Le premier pas était fait.

Au printemps 1982, un « comité d'initiative Sécurité sociale (ISS) » se mit en place en dehors des structures syndicales, mais avec des dirigeants syndicaux comme le secrétaire du syndicat de l'imprimerie Druck und Papier, en commun avec l'organisation de jeunesse proche du SPD (les Faucons), et avec la participation de représentants de l'extrême gauche et des écologistes (les « Verts »). Ce comité d'initiative commença à organiser le refus du budget et de la politique d'austérité.

Lorsqu'il appela à une manifestation nationale pour le 23 août 1982, dans la région de la Ruhr, l'appareil syndical a craint de perdre le contrôle du développement de cette dynamique. En août, la DGB appela elle-même à de grandes manifestations dans toutes les régions d'Allemagne. Le secrétaire syndical de l'IG Chemie, et d'autres défenseurs d'une politique de « partenaires sociaux », critiquèrent cette décision comme une tentative de renversement du gouvernement d'Helmut Schmidt. Mais la majorité de la direction de la DGB pensait qu'elle ne pouvait plus se permettre de prendre ainsi en compte les problèmes de la coalition gouvernementale en danger, pour déterminer sa politique.

Alors qu'en septembre 1982, après l'éclatement de la coalition gouvernementale SPD-FDP, les partis bourgeois

9. L'organisation syndicale n'est pas ouverte aux personnes qui ne travaillent pas. Ceux qui n'étaient pas syndiqués avant d'être au chômage ou les jeunes chômeurs à la recherche d'un premier emploi ne peuvent donc pas se syndiquer.

CDU/CSU et FDP formèrent une coalition gouvernementale derrière Helmut Kohl, les manifestations prévues devinrent la plus grande mobilisation syndicale depuis trente ans. Entre le 23 août et le 6 novembre 1982, 600 000 syndiqués descendirent dans la rue. La perspective des élections a ensuite momentanément mis fin à cette mobilisation. Le SPD dans l'opposition, avec son nouveau dirigeant, Hans-Jochen Vogel, n'a aucun mal maintenant à afficher son accord avec toutes les revendications syndicales. La plupart des militants syndicaux voient les élections du 6 mars comme un moyen d'empêcher le « tournant politique » entrepris par le patronat et comme un moyen de renverser la droite (10). Mais ni la démonstration de force de l'automne dernier ni la nature des derniers budgets d'austérité votés par le SPD ne tomberont désormais dans l'oubli.

La direction du SPD a réagi à ces perspectives inconfortables en annonçant que le parti ne comptait pas du tout former, en cas de victoire le 6 mars, un gouvernement SPD minoritaire avec les voix des « Verts ». Pour se justifier, le SPD utilise adroitement la campagne de calomnies de la droite contre le « chaos rouge et vert ». Le secrétaire de l'IG Metall, Eugen Loderer, a sommé le SPD de « tolérer » plutôt un gouvernement chrétien-démocrate que de gouverner avec les voix des « Verts ». Et le président de la Confédération de l'industrie et du commerce allemands, Wolf von Amerongen, un des porte-parole les plus importants du capital allemand, a avancé l'idée d'une « communauté d'intérêts » entre les tenants de l'économie et le syndicat contre une coalition rouge et verte.

Contre cette orientation, on peut citer ici l'appel lancé par Jakob Moneta, ancien rédacteur en chef du journal de l'IG Metall, *Metall*. Cet appel, qui s'adresse aux manifestants de septembre 1982, propose au SPD de « tout faire pour mettre fin, le 6 mars, à la politique du patronat, pour défendre les "Verts" contre les attaques de la droite, et pour former un gouvernement avec leur appui ». Cette prise de position, que nos camarades du GIM ont diffusée dans les structures syndicales, exigeait en même temps du SPD la satisfaction d'un certain nombre de revendications : refus d'implanter les fusées Cruise et Pershing, marche arrière sur toutes les coupes dans le domaine des acquis sociaux de ces dernières années, loi pour les 35 heures hebdomadaires sans diminution de salaire et avec embauche correspondante, nationalisation de la sidérurgie et d'autres groupes industriels importants.

Peter BARTELHEIMER
Francfort, 11 février 1983.

Les positions en présence sur la réduction du temps de travail

LE PATRONAT. Dans un accord sur la coordination des conventions collectives — le « catalogue des tabous » — qui lie tous les dirigeants d'entreprise on peut lire : « La répartition du temps de travail hebdomadaire sur les jours de la semaine doit rester à la libre disposition de chaque entreprise et ne peut être fixée par voie de convention collective. (...) Il faut rejeter les conventions collectives qui limitent à 10 heures la journée de travail ou qui limitent à 50 heures le temps de travail hebdomadaire. (...) Une réduction du temps de travail hebdomadaire en-dessous de 40 heures n'est absolument pas responsable. (...) Des pauses payées supplémentaires peuvent tendre à remettre en cause la semaine de 40 heures et doivent donc être abordées sous l'angle du danger que cela représente. » Pour 97 % des travailleurs ouest-allemands, la semaine de 40 heures est inscrite dans les conventions collectives et la loi permet jusqu'à 20 heures supplémentaires de travail par semaine.

Les regroupements patronaux et les chrétiens-démocrates se prononcent depuis des années pour « un temps de travail flexible » et pour le travail à temps partiel. En 1981, 38 % des femmes salariées et 4 % des hommes salariés effectuaient un travail à temps partiel. Presque la moitié d'entre eux ne bénéficiaient pas de la sécurité sociale. Le ministre du Travail, le chrétien-démocrate Blüm, a proposé de donner à tous les travailleurs la possibilité légale de prendre leur retraite à 60 ans s'ils renoncent à une partie de leur pension. Patronat et gouvernement s'opposent à toute réduction du temps de travail avec maintien du salaire.

LE PARTI SOCIAL-DEMOCRATE. Le candidat social-démocrate malchanceux au poste de chancelier, Hans-Jochen Vogel, a soutenu toute forme de réduction du temps de travail comme faisant partie d'un « pacte social de solidarité contre le chômage ». Cependant, lors d'un forum sur le temps de travail organisé par le SPD, la question de l'abaissement de l'âge de la retraite était considérée comme prioritaire par rapport à celle de la semaine de 35 heures. Le programme électoral du SPD promettait aussi une nouvelle législation sur le temps de travail. Mais la nouvelle loi proposée garderait les 40 heures comme norme, avec seulement une baisse du nombre d'heures supplémentaires permises. De plus, on peut lire dans ce même programme : « Nous savons qu'une baisse significative du temps de travail hebdomadaire doit être financée par une augmentation plus lente des salaires. » Le dirigeant local de l'IG Metall de Stuttgart, Steinkühler, a sévèrement critiqué cette position comme étant un alignement sur les positions patronales.

LES « VERTS ». Les « Verts » discutent depuis des mois d'un programme concernant les questions sociales et économiques. A leur congrès de la mi-janvier dernier à Sindelfingen, ils votèrent une résolution pour les 35 heures et pour la réduction du temps de travail jusqu'à la suppression du chômage. La revendication du maintien du salaire reste un point de conflit en leur sein. Un compromis fut trouvé sous la forme d'une revendication de maintien du salaire pour « les plus bas salaires » seulement. Au congrès de Hagen, en novembre 1982, Rudolf Bahro (dissident d'Allemagne de l'Est, auteur de *l'Alternative*) avait provoqué la consternation générale en déclarant que le chômage devait être saisi comme une chance, et que 5 millions de chômeurs permettrait de se libérer du système industriel pour construire « un mode de vie indépendant des rapports du marché ». Cette position a été défaite, mais le soutien à des actions syndicales est encore largement rejeté chez les « Verts ».

LES SYNDICATS. Depuis 1981, il y a un débat au sein des syndicats sur la question de savoir s'il faut accorder la priorité à une campagne et à des luttes pour la semaine de 35 heures avec maintien du salaire et embauches correspondantes, ou à une campagne pour l'abaissement de l'âge de la retraite, dans les conventions collectives. L'IG Chemie et le Syndicat de la restauration se sont prononcés pour la baisse de l'âge de la retraite (à environ 58 ans). Ensuite, il y a sur cette question des modèles différents de partage des coûts entre le patronat, les travailleurs et la sécurité sociale, et des propositions différentes sur le manque à gagner que cela doit représenter en termes de revenus pendant la retraite. Le Syndicat de la fonction publique et des transports (deuxième fédération de la DGB), se prononce également pour cette solution. L'IG Metall, le Syndicat de l'imprimerie (Druck und Papier), le Syndicat du bois et des plastiques et le Syndicat des banques, du commerce et des assurances se sont, de leur côté, prononcés pour la semaine de 35 heures et cherchent à coordonner leurs actions autour de cette revendication. Des calculs sérieux ont montré que l'établissement de la semaine de 35 heures pour tous les salariés créerait la possibilité d'employer 1,6 million de personnes supplémentaires. Par contre, la baisse à 55 ans de l'âge de la retraite ne créerait qu'un million de nouveaux emplois. |

10. Cet article a été rédigé avant les élections du 6 mars dernier. Voir également la déclaration du GIM publiée dans *Inprecor*, numéro 146, du 28 mars 1983.

Débats dans Solidarité et nouvelles formes de luttes

Le nouveau visage du mouvement de résistance

Jacqueline ALLIO

Les images montrées par les télévisions occidentales de travailleurs polonais s'affrontant aux forces de l'ordre dans plusieurs villes du pays, le 13 mars dernier, sont venues rappeler à ceux qui l'auraient oublié, que le mouvement de résistance est bien vivant et capable d'initiatives, même s'il a partiellement changé de visage en quinze mois.

Les récentes mobilisations de rue, de même que les grèves ou les menaces de grève portant sur des revendications économiques ou sur la défense des travailleurs licenciés pour des raisons politiques, montrent que la classe ouvrière polonaise est loin d'être résignée. Il est vrai, néanmoins, qu'après l'espoir d'une victoire rapide suscitée par l'ampleur des mobilisations du printemps dernier, on constate un découragement évident dans certains milieux, en particulier au sein de l'intelligentsia. Une tendance à l'attentisme existe parmi les travailleurs déçus par l'échec de la grève du 10 novembre 1982. En outre, la perspective de la visite du Pape suscite de nombreux appels au calme dans les milieux liés à l'Eglise, afin d'empêcher des mobilisations qui risqueraient d'annuler ce projet, ou d'entraîner une vague de répression mettant Jean-Paul II en situation difficile.

On peut s'attendre à de nouveaux remous parmi les prêtres, à la suite des récents appels à la paix sociale lancés par le Primat de Pologne, Mgr. Glemp. « *Un mouvement clandestin qui a pour programme de combattre le pouvoir, de front, me semble en dehors de la réalité* », affirmait-il au moment même où la Commission provisoire de coordination (TKK) de Solidarité lançait un programme d'action refusant explicitement toute perspective d'entente nationale avec le pouvoir. Il devait justifier ses propos en expliquant qu'il fallait « *garder une attitude réaliste face au général Jaruzelski* », et que Solidarité ne constituait plus « *une réalité unitaire (1)* ». La TKK vient de lui répondre en appelant à une manifestation pour le 1er Mai en Pologne, et en affirmant que les travailleurs polonais « *ne renonceraient jamais à lutter pour la libération de leurs frères emprisonnés* ».

Les déclarations de Glemp font, en revanche, l'affaire de la bureaucratie. Celle-ci ne manque pas une occasion pour tenter de faire accroire que Solidarité est mort. Dans son rapport à la Diète, du 22

mars, le ministre de l'Intérieur a dressé un bilan de victoire de sa lutte contre l'opposition : 700 groupes illégaux démantelés, les principales structures du mouvement clandestin « *forcées à se désintégrer* », 1 310 éléments d'imprimerie et douze stations de radio clandestines saisis (2), etc. Ce qu'il ne dit pas, c'est que dans la plupart des villes importantes, on trouve entre 10 et 40 bulletins réguliers, et que certaines régions, comme la Basse-Silésie, sont capables d'assurer régulièrement des émissions de radio clandestines, dont l'une a duré 50 minutes sans être brouillée. Ce qu'il ne dit pas non plus, c'est qu'après la « *suspension de l'état de guerre* », une masse d'ex-internés — bien souvent réformés — ont été enrôlés de force dans les bataillons disciplinaires de l'armée, pour les couper totalement de leur milieu social. Ce qu'il ne dit pas, enfin, c'est l'échec absolu du pouvoir à imposer l'existence des nouveaux syndicats. Ces derniers ne regroupent toujours qu'un infime pourcentage de travailleurs — 6 % selon les autorités, 3 % selon Solidarité —, alors que moins de la moitié des membres du Parti s'y sont inscrits.

Pour autant, l'impuissance de la junte n'implique pas automatiquement la force du mouvement clandestin.

DÉCLARATION PROGRAMMATIQUE DE LA TKK

Les hésitations de la direction nationale clandestine, ses contradictions en matière d'orientation politique et ses brusques virages dans la tactique proposée n'ont pas contribué à renforcer le prestige de la TKK, même si elle reste la seule instance nationale reconnue. Par sa politique en zigzag — que le pouvoir a su exploiter —, elle a contribué au développement de tendances centrifuges au sein du mouvement de résistance.

Le faible degré de coordination des structures clandestines au niveau national et régional, combiné aux directives inconsequentes de la TKK, a suscité des divergences et des divisions qui, à terme, impliquent un réel danger d'éclatement entre les différentes structures. On observe l'existence d'un fossé croissant entre le point de vue des militants implantés dans les entreprises et celui des intellectuels participant aux activités clandestines, mais qui sont coupés du mouvement ouvrier.

Face à cela, la déclaration programmatique de la TKK, du 22 janvier — que

nous publions ci-après —, représente un réel pas en avant dans la tentative d'unifier les débats, les expériences et les propositions d'action des divers secteurs du mouvement clandestin. Il lui fallait pour cela répondre à des exigences contradictoires.

D'abord, celles de Solidarité de Basse-Silésie, qui centre son attention sur la construction d'une organisation syndicale clandestine dans les entreprises. Une organisation qui soit capable de développer aujourd'hui, sur des objectifs partiels, de puissantes luttes de masse coordonnées à partir des grandes entreprises, pour renverser demain la dictature militaire au travers de la grève générale.

Ensuite, celles de la direction clandestine de Varsovie et des Comités de résistance sociale (KOS), qui mettent l'accent avant tout sur la résistance passive, avec la mise sur pied d'un réseau clandestin d'information et d'édition, de circuits d'éducation et, en général, sur le développement d'une conscience sociale indépendante. Autant d'objectifs présentés comme un but en soi.

Enfin, les exigences d'une direction régionale comme celle de Gorzow, demandant qu'une organisation centralisée de révolutionnaires professionnels soit mise sur pieds, dont la tâche serait d'assurer la coordination des activités indépendantes et d'auto-organisation de la société et, lorsque la situation y sera favorable, de s'emparer du pouvoir.

Effectuer une synthèse entre ces divers points de vue et pratiques diverses n'allait pas de soi. Mais, dans l'ensemble, le texte de la TKK y parvient. La grève générale est reconnue comme inévitable et comme « *moyen le plus puissant* » de lutte, capable de « *briser la dictature actuelle* ». Il ressort clairement qu'une telle grève ne pourra résulter que d'une préparation systématique de la classe ouvrière, aussi bien au travers d'un « *front du refus* » (boycott des syndicats fantoches, des « élections » municipales et législatives, etc.), et du développement de la conscience sociale indépendante, qu'au travers de luttes partielles sur des objectifs immédiats ou transitoires. On y voit également réaffirmé l'objectif stratégique à long terme de Solidarité — la construction d'une République autogérée —, et la nécessité de préparer les masses à l'auto-gestion dans le cadre des luttes actuelles.

Cependant, il est évident que la dé-

1. *Le Monde*, 24 mars 1983.

2. *Idem*.

claration programmatique possède, sur plus d'un point, un caractère de compromis qui n'exclut pas certaines ambiguïtés, non plus que d'éventuels retours en arrière. En particulier, il apparaît clairement que l'approche de Zbigniew Bujak (dirigeant de Varsovie) diffère nettement de celle de Jozef Pinior (dirigeant de Basse-Silésie) et de ses autres camarades de la TKK. Bujak, lui, n'exclut pas « l'hypothèse de réformes lentes et douces (3) » susceptibles de permettre la reconstruction d'un mouvement syndical. Un mouvement indépendant mais différent de ce que fut Solidarité. Il oppose explicitement un tel scénario à celui de la grève générale, même s'il admet qu'il faut aussi l'envisager. Pour leur part, les KOS — qui se réclament des idées de Bujak — ne voient « ni la possibilité ni l'utilité d'organiser une "confrontation massive" ». (4) »

Il est évident, pour nous, que les propositions d'action de Bujak et des KOS, visant à développer une activité culturelle indépendante et à élever la conscience sociale des masses, ne sont pas contradictoires en elles-mêmes avec l'organisation systématique des structures clandestines du syndicat dans l'entreprise, et leur préparation à la grève générale. Mener à bien le plan d'édition du Mouvement de l'éducation indépendante, comprenant la parution de brochures et de documents sur des thèmes historiques, juridiques, économiques et sociaux, et visant à la mise en place de cercles d'auto-éducation, ne peut que renforcer la capacité de réflexion de larges couches de la société. De même, les universités ouvrières ou les « universités volantes », qui fonctionnent aujourd'hui dans plusieurs villes, contribuent à rompre avec la vision déformante et l'idéologie totalitaire dispensée par la bureaucratie.

Mais une telle activité ne sera utile que si elle se met au service de l'auto-organisation des masses, et si le contenu de la presse et des éditions indépendantes répond aux préoccupations et aux besoins des ouvriers, à ceux de leurs organisations syndicales dans les entreprises. C'est-à-dire si la ligne qui prévaut est bien la « ligne des usines » défendue de la manière la plus conséquente par la direction de Basse-Silésie. Cette dernière mise, avant tout, sur l'organisation en profondeur des travailleurs dans les entreprises et sur les luttes ouvrières pour remporter des victoires — partielles peut-être — mais qui donnent à l'ensemble du mouvement clandestin la force et la confiance en soi indispensables pour se préparer à l'échéance de la grève générale.

Pour sa part, Bogdan Lis passe en revue diverses formes possibles de grève partielle — grève de harcèlement avec diminution des cadences, grève avec arrêts de travail et occupation de l'entreprise, grève d'abstention consistant à ne pas se présenter au travail, et y compris certaines formes de grève active. À cela, on peut ajouter la « grève de démission » appliquée par les ouvriers de l'usine de construction de maisons FADOM à Biezanow, où 105 personnes avaient été licenciées

après la grève appelée nationalement le 10 novembre 1982. Tous les travailleurs avaient alors menacé la direction de partir si leurs camarades n'étaient pas réembauchés, et ces derniers ont refusé sept jours durant la proposition de réembauche à des postes inférieurs à ceux qu'ils occupaient auparavant. Cette lutte a été couronnée par un succès presque total. Quant aux travailleurs de Fadroma, à Wrocław, c'est à la grève de harcèlement qu'ils ont eu recours pour acculer la direction à revenir sur les licenciements politiques prononcés : pendant une semaine, ces 6 000 ouvriers, payés aux pièces, ont réduit les cadences au point de faire chuter la production hebdomadaire de l'équivalent de huit heures de travail, en perdant du même coup une part importante de leur salaire.

DE NOUVELLES FORMES DE LUTTE

De telles luttes représentent un exemple pour les autres entreprises et peuvent initier un processus d'actions partielles maîtrisées et victorieuses, qui joueront un rôle déterminant pour concrétiser le programme mis en avant par la TKK. Un autre élément important, qui va dans le sens du renforcement de l'activité syndicale, a trait à la décision de diverses commissions d'entreprise d'assurer désormais la prise en charge des allocations qui sont traditionnellement du ressort des syndicats.

Ces tâches devraient être dès maintenant de la responsabilité des syndicats « officiels ». Les autorités comptent bien sûr là-dessus pour faire pression sur la frange des travailleurs hésitants, ainsi que sur ceux qui ont absolument besoin de ces prestations pour s'en sortir financièrement, et les obliger ainsi à adhérer aux syndicats qu'ils ont créés de toute pièce.

Loin d'avoir un caractère secondaire, l'exemple déjà donné par plusieurs entreprises de Wrocław, de Varsovie et de Cracovie, qui ont décidé la constitution de caisses de secours et de prêts pour tous ceux qui paient régulièrement leurs cotisations à Solidarité, constitue un important pas en avant. Les cotisations ont d'ailleurs connu une énorme progression depuis l'annonce de cette décision.

Pour toutes ces raisons, la déclaration programmatique de la TKK ouvre des perspectives nouvelles au mouvement clandestin. Il importe de préciser que, selon les membres de la TKK, ce texte se veut « un programme d'action du syndicat dans le contexte socio-politique actuel du mouvement » et ne prétend pas remplir le rôle du programme qui sera nécessaire au lendemain de la grève générale.

Ces limites étant tracées, il faut souligner les carences qui subsistent dans ce texte à propos même de la préparation de la grève générale. En effet, dès lors que la question du renversement de la dictature est posée, la tâche de la direction est de préparer les masses à toutes les implications d'une telle décision, y compris à la possibilité d'un affrontement violent avec le pouvoir. Or rien n'est dit dans

cette déclaration programmatique sur les moyens qu'auront les masses ouvrières pour se défendre contre les assauts probables de la milice et de l'armée. Les ouvriers n'auront-ils que leurs poings pour résister face aux mitraillettes ? Comment faire pour que la grève générale ne se termine pas par une répétition du 13 décembre 1981 ?

A NOUVEAU SUR LA GREVE GÉNÉRALE

Durant le printemps et l'été 1982, dans le cadre de la discussion sur la grève générale, ceux qui en étaient partisans au sein de la TKK voyaient la nécessité de combiner cette perspective avec la défense active des entreprises. Aujourd'hui, il n'en est plus question. Dans le même temps, rien n'est dit sur la nécessité d'un travail en direction de l'armée et de la milice pour préparer les conditions de la grève générale. Cela fait déjà longtemps que Jacek Kuron appelait à commencer ce travail de toute urgence. Et Zbigniew Romaszewski faisait remarquer : « Quand un bataillon se refusera à tirer... C'est ce qui s'est passé en février 1917, quand un petit détachement de cosaques est passé du côté des manifestants, et un mois plus tard, il n'y avait plus de tsar. (5) »

Derrière ce refus d'aborder clairement la question de l'autodéfense et du travail en direction de l'armée, il existe probablement une illusion sur la nature du pouvoir bureaucratique. « Le vrai tournant dans notre programme, dit Eugeniusz Szumiejski, c'est que nous parlons de certaines choses sans détour, sans nous faire d'illusions ni en créer chez les autres sur les possibilités d'aboutir à un compromis avec la dictature, ou même d'ouvrir des négociations (6) », mais après la grève générale, on espère parvenir à une situation qui permette des réformes économiques et une évolution démocratique. Janusz Palubicki, membre de la TKK, disait avec raison peu avant son arrestation, le 28 décembre 1982 : « Le seul armistice possible ne pourra être fondé que sur un réel rapport de forces. (7) » Nous disons avec plus de précision : sur une situation de double pouvoir, c'est-à-dire sur la poursuite de la révolution après le renversement de la dictature militaire par la grève générale. Qu'il soit en uniforme ou non, le pouvoir bureaucratique restera d'essence totalitaire, même s'il est durement frappé par la grève générale. C'est à juste titre que Janusz Palubicki affirme : « Avant le 13 décembre, notre erreur fondamentale a été de croire qu'il était possible d'aménager un petit jardin démocratique dans un Etat totalitaire. » ■

Jacqueline ALLIO
31 mars 1983.

3. Robotnik 83, numéro 3, 23 mars 1983.

4. Krakus, numéro 11, 4 novembre 1983.

5. Tygodnik Mazowsze, numéro 16, 12 juin 1982.

6. Robotnik 83, numéro 3, 23 mars 1983.

7. Obserwator Wielkopolski, numéro 56, 2 décembre 1982.

"Solidarité aujourd'hui", déclaration programmatique de la TKK

La Commission provisoire de coordination (TKK), direction nationale clandestine de Solidarité, a rendu publique, le 22 janvier dernier, une déclaration programmatique intitulée Solidarité aujourd'hui.

Ce document a été publié en français dans le Bulletin d'information du Bureau de coordination du syndicat Solidarité à l'étranger, numéro 54, du 9 février 1983.

Nous en reproduisons ci-dessous de très larges extraits, après en avoir parfois amélioré la traduction.

(...) Les réformes démocratiques qui devaient assainir les rapports sociaux et économiques constituent, pour le système actuel, un danger mortel. En gouvernant à l'aide de la peur, le pouvoir s'est condamné lui-même à la peur, face à l'explosion de la haine de la société. Aujourd'hui, notre disposition à faire des concessions a été perçue comme une manifestation de faiblesse de notre part et contribue au renforcement du système de répression. La société n'a pas le choix : la seule voie, c'est la résistance, la lutte contre la dictature.

Le but de notre lutte reste toujours la réalisation du programme du Ier Congrès national des délégués de Solidarité, (...) qui proposait l'édification d'une République autogérée :

— où le pouvoir serait soumis au contrôle de la société ; dans les entreprises, ce contrôle s'exercerait par l'intermédiaire des comités d'autogestion des travailleurs ; dans les communes rurales et au niveau des régions, par les comités d'autogestion territoriaux ; au niveau national, par une Diète démocratiquement élue.

— une République dans laquelle des tribunaux indépendants seraient les gardiens de la légalité ; dans laquelle les moyens de production seraient réellement la propriété de la société et assureraient aux travailleurs des entreprises une participation effective à la répartition du revenu produit par eux-mêmes.

— dans laquelle la culture, l'enseignement et les médias seraient au service de la société.

Ce programme prend en considération, d'une part, le fait que le redressement de la République demande la mise en œuvre de profondes réformes de la vie sociale, économique et politique et, d'autre part, que la situation géopolitique de la Pologne fait que ces réformes ne pourraient être introduites que progressivement, sans que soit mis en cause l'équilibre général des forces en Europe.

Cette vision de la République autogérée n'est pas en contradiction avec



l'idée du socialisme, et sa réalisation ne doit pas entrer en conflit avec l'ordre international existant. Les alliances conclues par la Pologne ne peuvent préjuger de l'existence d'un pouvoir dictatorial hâï de tous et qui n'offre au pays aucune perspective de développement. Cette situation constitue une menace permanente pour la paix en Europe.

La réalisation de ce programme exige l'établissement de conditions dans lesquelles le pouvoir serait contraint de rechercher un compromis avec la société. C'est seulement alors qu'il sera possible d'entamer le processus de réformes et que pourront exister les conditions pour une activité légale des syndicats, organisations et associations indépendantes représentant les intérêts de la société. Pour que le système de pouvoir en Pologne soit disposé à faire des concessions, pour que la perspective des réformes devienne réelle, il faut agir avec l'objectif de détruire l'actuelle dictature.

La résistance et la lutte contre la dictature déterminent aujourd'hui les fronts de lutte suivants :

- le front du refus ;
- la lutte économique ;
- la lutte pour le développement d'une conscience sociale indépendante ;
- les préparatifs de la grève générale.

La société en voie d'auto-organisation se doit d'agir sur tous ces fronts.

Notre arme principale dans cette lutte, c'est la solidarité sociale. Grâce à elle, nous avons vaincu en août 1980 et nous avons survécu à la répression et à l'état de guerre. (...) Ce qui a fait, et ce qui fait notre force, c'est la conscience

que nous sommes ensemble. (...) C'est pourquoi aucune victime des actions de répression, aucune personne emprisonnée, maltraitée, licenciée, ne doit être abandonnée à elle-même, sans soins et sans aide. (...)

LE FRONT DU REFUS

Le refus de participer au mensonge, à l'arbitraire et à la contrainte est une forme de combat quotidien qui nous est accessible à tous. En pratiquant le boycott général des syndicats de façade créés par le pouvoir, nous avons remporté une victoire politique commune. (...)

Le principe que nous avons adopté pendant la période de l'état de guerre de boycotter les organisations, les institutions et les associations qui manifestent leur soutien à l'actuel système dictatorial, qui sont des succédanés des organisations sociales délégalisées, et qui ne font qu'imiter la vie socio-politique, doit être une constante de notre vie. (...)

Nous refusons dorénavant de participer à la farce des élections à la Diète et aux conseils municipaux. Nous refusons de participer aux manifestations officielles, aux commémorations, aux meetings organisés par le pouvoir. (...) Que ce pouvoir demeure dans le vide politique !

Nous devrions appliquer le principe du boycott d'une manière sélective. Nous pouvons et nous devons mettre à profit les possibilités d'une action indépendante au sein des institutions officielles qui ont pour but la satisfaction des besoins réels de la société. Il faut toutefois veiller à ce que notre action ne serve pas le mensonge et ne cautionne pas la dictature. (...)

Le front du refus c'est également un

front de lutte active. Le pouvoir va certainement essayer de briser ce front par le chantage et la corruption. Il nous appartient d'agir en conséquence. Chaque cas de chantage doit être connu de tous, ce qui en limitera la portée et la réutilisation. La collecte constante des cotisations, la création de comités d'aide sociale, la revendication de la création de caisses d'entraide et d'un fonds de vacances pour les travailleurs, indépendant des syndicats officiels, voilà également une forme de lutte contre la corruption. Il serait inadmissible que les personnes se trouvant en difficulté financière soient obligées de se déshonorer en s'adressant aux syndicats officiels.

LA LUTTE ÉCONOMIQUE

Après 38 années d'existence de la République populaire de Pologne, la société polonaise a été amenée à la limite de la misère. Avec des vivres rationnés, manquant de médicaments et de vêtements, nous en sommes réduits à la faillite. Les 30 milliards de dollars de dettes pèseront sur nous pendant de longues années. Une immense richesse nationale est en train de se détériorer dans les usines qui ne produisent pas et sur les chantiers où les travaux ont cessé. Le retard technologique ne fait que croître. La manière dont est utilisé le potentiel économique ressemble à l'exploitation coloniale. Le pillage inconsidéré des mines a entraîné des dizaines de morts et a abouti à la dévastation des mines et à la destruction des ressources de la Pologne en matières premières. Faute de moyens, l'agriculture est incapable de nourrir la nation. La dévastation du milieu naturel met en cause son existence biologique.

La dictature de l'état de guerre n'a fait que mettre en œuvre un formidable programme de hausse des prix, sans donner en échange aucune perspective d'amélioration de la situation économique. Ce programme, qui fait abstraction des autres mécanismes de marché et de gestion a abouti, après une année, à une baisse drastique du niveau de vie, de 36 %. Dès maintenant, un tiers des familles de travailleurs vivent à la limite de la misère. En même temps, c'est la société qui supporte le poids des charges qui résultent du développement gigantesque de l'appareil de répression. (...) Une nouvelle augmentation des prix a déjà été annoncée. Elle va provoquer un nouvel appauvrissement de la société, elle va étendre encore plus l'indigence et risque de nous faire descendre en-dessous du minimum biologique.

L'état de guerre et sa législation annulent les chances d'une issue à la crise. La réforme basée sur le principe de l'autonomie, de l'autogestion et de l'autofinancement a été en fait réduite à un changement de façade du système de triste réputation des planifications autoritaires et à la militarisation des principales branches de l'économie. Les restrictions draconiennes des droits des travailleurs ont créé des conditions de travail de semi-esclavage, avec l'assujettissement administratif au lieu de travail, et l'obligation du travail accompagnée de menace de licen-

ciement pour raisons politiques. Dans ces conditions, la réforme autogérée de l'économie n'est plus qu'une fiction. L'autogestion n'est plus en état de répondre à ses obligations.

Nous ne pouvons être tenus pour responsables de l'état de l'économie. Nous devons toutefois veiller à la maintenir à un niveau qui pourrait assurer les meilleures conditions possibles de sa reconstruction future. Nous ne pouvons admettre une nouvelle baisse du niveau de vie. La lutte pour les conditions de vie s'inscrit en tête du programme des intérêts essentiels de la société et des travailleurs. Cette lutte sera menée dans chaque entreprise et dans chaque exploitation agricole. Nous apporterons notre appui à toute initiative qui permettra aux agriculteurs de s'organiser pour défendre leurs droits.

Dans les entreprises, nous mènerons cette lutte en utilisant toutes les formes de pression :

- en exploitant les règlements en vigueur concernant le strict respect du Code du travail et les règlements concernant l'emploi et les salaires, les règlements de la sécurité du travail, les normes technologiques et les conditions de travail ;

- en exigeant une information précise sur les décisions concernant la production et ses résultats, sur la répartition de la masse salariale et les primes, sur le fonctionnement des services sociaux ;

- en portant à la connaissance de tous les informations occultées par la direction (décisions erronées, mesures impopulaires, gaspillage, incompétence et répression) ;

- en organisant des protestations collectives, des pétitions, en refusant de faire des heures supplémentaires, en boycott-

cesser leur activité et appeler les travailleurs à boycotter le comité d'autogestion.

POUR UNE CONSCIENCE SOCIALE INDÉPENDANTE

Solidarité est né de la protestation générale, de la lutte commune et du travail de divers milieux sociaux. En construisant Solidarité, nous avons surmonté les divisions créées sciemment et volontairement par le pouvoir. Le caractère durable de la coopération des milieux ouvriers, paysans et intellectuels est le garant de notre victoire. (...)

La menace que fait peser le pouvoir totalitaire sur la conscience sociale, l'éducation et la culture nationale, sur la morale sociale et les attitudes civiques, peut être évitée par une société qui pense en termes politiques, qui connaît son histoire, qui apprécie la culture authentique, qui ne se laisse pas manipuler idéologiquement. C'est pourquoi, dans l'immédiat, la tâche principale est la propagation d'une pensée indépendante. (...) Un rôle de premier plan dans ce domaine revient aux intellectuels. La société attend d'eux qu'ils œuvrent pour le bien de la collectivité. Nous apporterons notre concours à toute initiative indépendante, nous allons créer des fondations sociales et des bourses qui permettront de se libérer de la dépendance dictatoriale. (...) Il faut développer des activités autodidactes, des bulletins syndicaux, des bibliothèques et des publications indépendantes, pour aider la réflexion sociale dans les milieux ouvriers et faire connaître leurs opinions, appréciations et interprétations. (...)

Les institutions et les initiatives telles que les éditions, la presse, la radio et l'éducation sont notre bien commun.



Manifestation de soutien à Solidarité. (DR)

tant les mesures restreignant les droits des travailleurs ou qui viseraient à les diviser. La grève économique est, dans ce domaine, la forme de protestation la plus puissante et la plus efficace ;

- en mettant à profit l'autogestion des travailleurs là où les conditions permettent sa création, afin qu'elle serve à défendre les conditions d'existence des travailleurs et à les défendre face à la répression. Si le comité d'autogestion est privé de cette possibilité d'action, les membres du conseil ouvrier doivent alors

Nous devons les aider et les protéger. L'existence et le développement de ces canaux donnent à la société son autonomie et la préparent à vivre dans une République démocratique et autogérée.

LES PRÉPARATIFS A LA GREVE GÉNÉRALE

La grève générale reste le moyen le plus puissant de notre lutte. La participation massive aux activités que nous venons d'exposer est une étape importante

de ces préparatifs. Le succès de la grève dépend de nombreux facteurs. Parmi les plus importants, il faut mentionner :

- le degré d'auto-organisation et d'autodétermination sociale ;
- la conscience et l'acceptation des objectifs par tous ;
- la situation politique internationale.

Ces mêmes facteurs pèseront sur les possibilités pour la dictature de préparer l'intervention contre les travailleurs en grève. Jusqu'à présent, le pouvoir a toujours été prêt politiquement à utiliser tous les moyens dans son combat contre la société, et il a trouvé les forces nécessaires pour briser la grève. Mais le pouvoir ne peut maintenir à long terme un tel degré de préparation, car cela implique des coûts politiques et sociaux trop élevés. Dès maintenant, la période où l'arme de la grève sera de nouveau un moyen de combat peut être envisagée ; elle sera à l'ordre du jour lorsque la

décision par la dictature d'utiliser la force contre les ouvriers en grève entraînerait une menace trop grave pour le maintien même de l'existence de cette dictature.

La perspective de la grève générale qui, selon nous, est inéluctable, ne rend pas caduc un programme de changement évolutif du système. Elle montre simplement qu'existe un moyen de briser la dictature actuelle et de créer les conditions d'ouverture pour des réformes démocratiques.

Pendant toute la période des préparatifs de la grève générale, nous devons formuler et mettre au point un programme social minimum, comportant un ensemble de postulats garantissant la poursuite du processus des réformes et tenant compte, par ailleurs, des contraintes découlant des réalités politiques intérieures et extérieures. (...)

Le 22 janvier 1983.

Pour la TKK, Zbigniew Bujak, Wladyslaw Hardek, Bogdan Lis, Jozef Pinior, Eugeniusz Szumiejko.

Un commentaire de Jozef Pinior dirigeant de Solidarité

Commentant la déclaration programmatique de la Commission provisoire de coordination de Solidarité (TKK) du 22 janvier dernier (voir pages précédentes), Jozef Pinior, représentant de la région de Basse-Silésie à la direction nationale clandestine de Solidarité, affirmait que ce texte se veut une « tentative de tirer les leçons des expériences des treize derniers mois », et qu'il doit servir de tremplin à la poursuite des débats sur la ligne d'action du syndicat clandestin pour la période à venir.

Nous reproduisons ci-après les propos qu'il a tenus à ce sujet lors d'une émission de la radio clandestine de Wrocław. Le texte de cette intervention radiodiffusée est repris du bulletin Robotnik 83, numéro du 23 mars 1983, publié par le Comité de coordination du syndicat Solidarité en France, domicilié 120 rue de Crimée, 75019 Paris.

Dans la déclaration programmatique qu'elle présente, la TKK décrit la situation politique et sociale dans notre pays et fixe des orientations pour les luttes à mener. La substance de notre programme, c'est l'affirmation claire que le système n'est pas réformable tant qu'existe la dictature militaire et que le compromis entre le pouvoir et la société est improbable sous l'état de guerre, fut-il « suspendu ». Actuellement, le but principal de notre lutte est d'arriver à une situation où les réformes, et avant tout la réforme économique, seraient possibles. Cela implique des changements substantiels dans le système d'exercice du pou-

voir, une rupture radicale avec les méthodes militaro-policières de gouvernement.

Nous, dirigeants clandestins du syndicat, nous avons longtemps espéré un sur-saut de lucidité de la part de la junte. Nous n'avions pas entrepris d'actions radicales. A tout prix, nous voulions éviter que la Pologne ne devienne un Afghanistan européen. Le pouvoir a répondu en tirant sur les travailleurs à la mine Wujek, à Lublin, à Varsovie, à Gdansk et à Nowa Huta. Il a répondu par la condamnation à la prison des dirigeants démocratiquement élus de notre syndicat, par l'arrestation de sept membres de sa Commission nationale, par le vol des biens du syndicat.

La persistance de la dictature au centre de l'Europe, la poursuite de la paupérisation des 36 millions de Polonais, sont une menace pour la paix en Europe. Elles font des accords de Yalta la source de troubles sociaux et de tensions internationales. C'est pourquoi ceux qui portent la responsabilité politique de la mort d'ouvriers au cours des 13 derniers mois, de la transformation de la Pologne en un camp de travail forcé, de l'aggravation de la misère, de la destruction de notre patrimoine économique, ceux-là doivent céder la place. Pour les y forcer, il sera nécessaire, à notre avis, de recourir à notre arme ultime, la grève générale.

Le recours à la grève générale ne signifie pas, pour nous, l'abandon de notre programme évolutionniste de réforme du système. Il indique seulement le moyen de briser la dictature, de parvenir à une situation qui rendra possible les réformes économiques et une évolution démocratique.

La préparation adéquate des entreprises et des quartiers en vue de la grève générale est la tâche essentielle d'une société en voie d'auto-organisation. La réussite de la grève, c'est-à-dire le retour à la voie du dialogue et du compromis, dépendra du degré de notre auto-organisation et de notre détermination.

La déclaration programmatique de la TKK, que nous présentons, est une tentative de tirer les leçons des expériences des 13 derniers mois. Nous voudrions que cette déclaration devienne une large plateforme regroupant tous les groupes sociopolitiques indépendants et démocratiques. Notre héritage le plus précieux est le Programme d'une République autogérée, adopté lors du premier Congrès national des délégués. Nous pensons, malgré les expériences de l'année passée, que c'est un programme réaliste, qu'il n'y a pas d'autre alternative pour notre patrie. La déclaration de la TKK ne fait qu'indiquer les directions les plus importantes de notre lutte. Elle ne peut remplacer la poursuite de la discussion sur le programme de notre syndicat. Place donc aux propositions des travailleurs des entreprises, des commissions syndicales et des militants de Solidarité ! Dans notre région, une telle discussion se déroule depuis plusieurs mois. La lettre ouverte du président de notre syndicat régional, Wladyslaw Frasyuniuk, du 11 septembre dernier — sans doute un des plus importants, sinon le plus important texte politique qui ait vu le jour dans la clandestinité —, a ouvert des perspectives nouvelles à la discussion syndicale. La dernière intervention radiodiffusée du vice-président de notre syndicat régional, Piotr Bednarz, revêtait le même caractère. Nous devons rester fidèles à cette tradition.

Dans l'immédiat, chaque commission syndicale devra déterminer sa position sur l'attitude à observer envers les structures d'autogestion. La TKK considère qu'il faut utiliser ces structures dans la lutte économique, là où il est possible qu'elles soient constituées de façon à pouvoir servir à la défense des conditions de vie des travailleurs et à leur défense contre la répression. Dans chaque entreprise de notre région, il faut soigneusement peser tous les pour et tous les contre sur cette question. La décision définitive devra prendre en compte le degré d'organisation de notre syndicat dans l'entreprise. Nous devons poursuivre le développement du front du refus et avant tout du boycott des syndicats pro-gouvernementaux, ainsi que notre lutte pour une conscience sociale indépendante, l'organisation d'un réseau parallèle pour la production intellectuelle et artistique, ainsi que la création d'un fonds culturel. Tout cela est développé dans notre programme. La réalisation des principales propositions de notre programme sera la garantie de l'indépendance de la société. C'est un test très sérieux sur la voie de la création d'une République autogérée.

Jozef PINIOR
Déclaration radiodiffusée à Wrocław,
février 1983.

COLOMBIE

Troisième forum des droits de l'Homme

Les 4, 5 et 6 mars derniers s'est déroulé à Bogota le troisième Forum des droits de la personne humaine, en présence de délégations de représentants syndicaux, de paysans et d'Indiens. Le Forum a travaillé en six commissions différentes traitant des thèmes suivants : la dissolution des organismes paramilitaires comme le MAS (Mort aux séquestrateurs) ; la démocratisation du régime colombien ; les chrétiens des communautés catholiques de base dans la participation à la lutte pour l'ouverture démocratique et la paix ; l'extension et le respect des droits de la personne humaine ; les forces armées et l'Etat démocratique ; l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Ce Forum s'est tenu à un moment d'intense débat et de grande inquiétude sur l'évolution de l'amnistie et de l'ouverture démocratique annoncée par le Président Belisario Betancur, et alors que les batailles démocratiques sont d'une grande importance pour le pays. Il s'est aussi tenu au moment de violents affrontements verbaux entre le pouvoir civil et les militaires autour du rapport présenté par le Procureur général sur les activités terroristes menées par des groupes paramilitaires comme le MAS (cf. *Inprecor* numéro 146 du 28 mars 1983). Ce rapport met en effet en cause des militaires en activité et des représentants des classes dominantes (propriétaires fonciers et éleveurs) pour leur appartenance au MAS.

Parce que cette dénonciation ouvre la possibilité d'aller de l'avant vers la dissolution des organismes paramilitaires comme le MAS, le Forum a approuvé l'idée de réaliser un plébiscite en appui à l'enquête menée par le Procureur Jimenez. Des millions de signatures vont ainsi être recueillies pour exiger que cette enquête aboutisse à la condamnation des personnes impliquées et à l'éviction de l'armée des inculpés toujours en activité.

Le Forum s'est terminé par un meeting au Théâtre Jorge Eliecer Gaitan de Bogota, où ont été présentées les conclusions des diverses commissions, ainsi qu'une déclaration finale unitaire. Au cours de cette réunion publique, les représentants des principales forces politiques et syndicales participant au Forum ont pu prendre la parole, parmi lesquelles le Président permanent du Comité de défense des droits de la personne humaine, l'ex-

chancelier Alfredo Vazquez Carrizosa ; le sénateur et ex-candidat socialiste aux élections, Gerardo Molina ; Socorro Ramirez, dirigeante du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section colombienne de la IVe Internationale et membre de la Commission de Paix ; Gilberto Vieira, secrétaire général du Parti communiste ; Abel Rodriguez, président de la Fédération des instituteurs ; Hernando Rodriguez, dirigeant de l'Union des travailleurs colombiens (UTC) ; Ricardo Lara Parada, ex-commandant de l'Armée de libération nationale (ELN), qui a accepté de bénéficier de la loi d'amnistie.

Le Forum a montré que s'il y avait bien un changement de style de gouvernement dans le pays, avec la loi d'amnistie, la levée de l'état de siège et le fait que les masses ont obtenu le droit de manifester dans les rues, on ne peut néanmoins pas parler d'une véritable ouverture démocratique ni d'une situation de pleine jouissance des libertés politiques. Une série de témoignages sur de nouveaux assassinats de paysans, d'Indiens ou d'ex-prisonniers politiques a été apportée au Forum. Des disparitions de personnes liées à des activités de type syndical ou politique d'opposition ont aussi été enregistrées ces derniers temps. L'on connaît aussi les violations des garanties de la défense dans le cas de militants politiques prétendument liés à la séquestration et à l'assassinat de Gloria Lara (cf. *Inprecor* numéro 142 du 31 janvier 1983). Dans ce dernier procès, les militaires sont directement intervenus pour torturer des détenus et leur arracher des confessions.

Le Forum a aussi constaté que, malgré la levée de l'état de siège, la militarisation du pays lors des grèves — comme dans le cas de celle des ports ainsi que lors des *paros civicos* (mobilisations civiles) dans le nord-est du pays — restait de rigueur. Car la politique économique du gouvernement signifie toujours limitation des salaires et licenciements pour les masses travailleuses. Pour le Forum, l'admission de la Colombie dans le Mouvement des non-alignés, lors de la récente réunion qui s'est tenue en Inde, à New Delhi, devrait correspondre à une réelle politique de défense de la souveraineté nationale par rapport à l'influence nord-américaine. Il a donc réclamé le rétablissement des relations diplomatiques avec Cuba, l'opposition aux manœuvres et aventures nord-américaines en Amérique centrale et dans la Caraïbe, et l'appui aux révolutions sandiniste et nicaraguayenne.

Une campagne de meetings, de débats et de conférences est organisée, du 15 mars au 15 avril, qui se conclura par une manifestation nationale lors de la remise au gouvernement des signatures soutenant l'enquête menée contre le MAS.

SUISSE

Les JSR partent d'un bon pied

Plus de 200 jeunes délégué(e)s ont participé au Congrès de fondation des Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR) de Suisse, les 19 et 20 mars derniers à Bienne. Des représentants du Parti socialiste ouvrier (PSO, section suisse de la IVe Internationale) et du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale ont été invités à adresser un message au Congrès. Des représentants des organisations de jeunesse de France (Jeunesses communistes révolutionnaires), d'Italie et d'Allemagne fédérale (Roter Maulwurf, la Taube rouge) apportèrent aussi leurs saluts fraternels. Le camarade Oscar Ruiz, représentant des étudiants salvadoriens, se fit le porte-parole de la lutte révolutionnaire des ouvriers et paysans de son pays. Le nombre de délégués présents témoigne à lui seul de l'audience recueillie par le projet de construction d'une organisation révolutionnaire et indépendante de la jeunesse en solidarité politique avec le PSO et la IVe Internationale.

Pour préparer le Congrès de fondation des JSR, trois bulletins de discussion furent publiés. Le premier, intitulé « *Un monde sans avenir, socialisme ou barbarie !* », contenait le projet de thèses politiques. Les deux bulletins suivants contenaient les projets de programme de travail et de statuts de l'organisation. Prés de quarante amendements et contributions à la discussion furent diffusés et discutés avant et durant le Congrès. L'intensité du débat pendant la période préparatoire au Congrès a illustré la volonté de dégager un accord politique basé sur un débat démocratique dans lequel chacun et chacune ait la possibilité de faire valoir son point de vue.

Durant la discussion sur les thèses, plusieurs contributions ont permis de préciser les positions des JSR. Un camarade de la région où l'industrie horlogère est prédominante intervint, par exemple, pour souligner les conséquences particulièrement négatives de la crise du système capitaliste pour les jeunes. Un camarade zurichois illustra un aspect du mouvement de la jeunesse, à savoir la nécessité de lutter contre l'oppression culturelle des jeunes. Un camarade ayant participé aux luttes des soldats insista sur l'importance de soutenir la lutte contre l'embrigadement et pour le respect des droits démocratiques dans l'armée. Une contribution expliqua le lien entre les atteintes

croissantes à l'environnement et la logique aveugle du profit dans le système capitaliste. En outre, un amendement compléta la critique de la bureaucratie soviétique sur le plan de la politique militaire et étrangère.

Le programme de travail adopté par les JSR définit deux priorités pour la période à venir. Premièrement, les JSR vont s'engager dans une campagne active contre l'intervention nord-américaine en Amérique centrale, et pour le soutien aux révolutionnaires de cette région. Le point culminant de cette campagne sera une manifestation nationale en juin prochain. Deuxièmement, les JSR vont investir leurs forces dans la défense des conditions de formation des jeunes. De nombreuses interventions soulignèrent l'importance de ce combat à l'heure où la bourgeoisie porte des attaques de plus en plus nombreuses aux conditions d'apprentissage et de formation des jeunes.

Les JSR seront également présentes dans tous les autres combats de la jeunesse. Des camarades d'Olten illustrèrent cette volonté en expliquant leur participation à des actions d'occupation de logements. Une camarade souligna l'importance de combattre l'oppression des femmes, y compris dans les rangs des JSR.

Le Congrès adopta une résolution spéciale, proposée par les camarades de Zoug et de Lucerne, sur la construction du terrain militaire de Rothenturm, résolution qui condamne la politique du gouvernement (Conseil fédéral), qui accroît les dépenses militaires tout en réduisant par ailleurs, les budgets consacrés aux dépenses sociales. La construction de cette place d'armes constitue un point de cristallisation, à l'échelle du pays, pour l'opposition grandissante des jeunes et des travailleurs à la politique de réarmement de la bourgeoisie. Les JSR appellent à la résistance active et directe et au soutien à la récente initiative populaire qui s'oppose à la construction de cette place d'armes.

Pour marquer leur volonté de construire une organisation indépendante et active, les délégués ont adopté le nom de Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR). Les « Cercles Uni-Brèche » et « la Taupe » n'existent plus, ce qui illustre le passage d'une coordination entre cercles locaux à une organisation nationale unifiée.

Le débat sur les statuts a souligné la nécessité de la solidarité politique réciproque entre les JSR, le PSO et la IVe Internationale. Une telle solidarité est le complément du fonctionnement indépendant des JSR.

Les trois documents soumis à la discussion furent adoptés, après amendement, à de très fortes majorités. Un Comité national représentant toutes les sections locales fut élu.

Les JSR disposent d'ores et déjà d'une bonne implantation dans toutes les régions du pays, notamment dans les villes suivantes : Zürich, Winthertour, Baden, Olten, Bâle, Berne, Zoug, la Chaux-de-Fonds, Bienne, Lausanne, Fribourg et Genève. Une forte délégation de jeunes

du Tessin (Suisse italienne) a exprimé sa volonté de fonder prochainement une section des JSR.

Le succès du Congrès est très encourageant. Il revient au PSO de fournir une aide fraternelle et un soutien sans failles aux JSR. Ainsi sera-t-il possible d'opérer la jonction entre deux générations de socialistes révolutionnaires : celle qui s'est constituée autour de 1968 et celle des années 1980.

DANEMARK

Le SAP dans la bataille électorale

Le Socialistik Arbejderparti (Parti socialiste des travailleurs, SAP), section danoise de la IVe Internationale, se prépare à participer aux prochaines élections législatives. Pour ce faire, le SAP a déjà dépassé le nombre de 18 000 signatures nécessaires à cet effet en en recueillant 20 000. Le SAP peut ainsi espérer se voir reconnaître les mêmes droits que les partis officiels dans l'accès aux médias, et notamment un temps de parole à la télévision et à la radio. En remettant les signatures au ministre de l'Intérieur, le SAP devait déclarer : « Depuis les dernières élections, les problèmes des travailleurs danois se sont aggravés. Le fait que le plus important des partis ouvriers, le Parti social-démocrate, ait délibérément tendu les rênes du gouvernement aux partis des patrons y est pour beaucoup. » En effet, les sociaux-démocrates ont facilité le remaniement parlementaire qui a permis aux formations bourgeoises d'arriver au gouvernement pour appliquer un programme d'austérité (cf. *Inprecor* numéro 146 du 28 mars 1983). Les partis bourgeois n'ont d'ailleurs pas perdu une seule seconde pour mettre à profit cette situation et utiliser leur pouvoir gouvernemental pour multiplier les mesures portant atteinte aux conditions de vie de larges couches de la population laborieuse.

« Il est nécessaire, plus que jamais, de construire un front des travailleurs contre le gouvernement bourgeois, a encore affirmé le SAP. Les importantes manifestations et les grèves d'octobre dernier, la grève des dockers (de la mi-décembre 1982 à la mi-février 1983) et la lutte contre la proposition d'accord salarial national de deux ans, indiquent maintenant la voie à suivre pour se débarrasser de l'actuel gouvernement. » Le SAP a donc mis au centre de son activité l'organisation de ce combat.

« Pour que cette lutte se développe, des initiatives politiques pour réaliser l'unité entre les partis ouvriers et pour proposer une alternative à la politique du Premier ministre Schlüter sont devenues nécessaires. Le SAP utilisera les prochaines élections pour construire un mouvement de soutien aux travailleurs en lutte, et pour imposer aux partis ouvriers l'unité autour d'un programme de lutte contre la crise. »

CHILI

Solidarité avec les travailleurs de MADECO en grève

Avec un taux de chômage d'environ 30 % de la population active (soit plus d'un million de chômeurs), une hausse des prix d'au moins 20 % par an et une législation du travail particulièrement sévère — qui reconnaît, par exemple, le droit aux patrons d'embaucher un nouveau personnel pour remplacer des grévistes —, les grèves ne sont pas faciles à mener dans le Chili de Pinochet, 9 ans et demi après le coup d'Etat qui renversa Salvador Allende. La nouvelle loi 18.198 (« Ley del Piso »), qui annule l'obligation antérieure d'accorder des augmentations salariales de façon automatique selon la hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC), vient encore renforcer ces difficultés. Pourtant, les 354 travailleurs des syndicats 1 et 2 de la manufacture de cuivre Madeco SA, qui ont voté la grève à une majorité de 93 % le 31 janvier dernier, et ont commencé leur action le 3 février suivant, continuent leur lutte depuis lors.

C'est après avoir épuisé tous les moyens de négociation avec la direction de l'entreprise que les travailleurs ont entrepris la lutte. Le 22 décembre 1982, les dirigeants syndicaux remettaient à la direction de l'entreprise et à l'inspection du Travail un projet de contrat collectif comportant leurs revendications. Les travailleurs réclamaient une augmentation salariale de 4,9 %, qu'ils consentiront ensuite à baisser à 3,5 %, et un réajustement tous les quatre mois équivalent à la hausse des prix enregistrée par l'IPC. Carlos Vargas, dirigeant syndical de Madeco, rappela à la presse la légitimité de ces revendications en déclarant : « Nous considérons que nos demandes sont légitimes parce que nous voulons seulement que nos salaires ne perdent pas de leur pouvoir d'achat. Nous n'avons pas demandé des bénéfices supplémentaires ni rien de semblable. »

La direction de l'entreprise resta pourtant intransigeante. S'appuyant sur la loi 18.198, elle apporta, le 5 janvier, sa réponse aux syndicats en proposant le gel des salaires pour les deux années à venir. Un dirigeant syndical devait préciser dans la revue *Hoy* du 19 janvier 1983 : « Si l'entreprise nous impose sa volonté, le salaire réel s'effondrera de manière dramatique, alors que l'inflation qui arrive est importante, et que l'année passée Madeco nous a déjà obligés à renoncer à trois primes, sous la menace de licencier ceux qui ne l'accepteraient pas. » La proposition la plus avancée que la direction ait émise au cours des négociations ne dépasse pas l'idée d'octroyer une augmentation compensant la moitié des points d'inflation dépassant les 12 % sur la base du calcul de l'IPC. Cette proposition sera repoussée par le vote des travailleurs, parce qu'elle

restait une simple promesse orale et qu'elle aurait signifié de toute manière une diminution très importante du pouvoir d'achat des travailleurs.

En entrant en lutte, les travailleurs de Madeco ont rendu public un communiqué réaffirmant le bien-fondé de leur grève, et qui précisait notamment : « *Nous sommes conscients des difficultés que suppose une grève dans les circonstances actuelles, nous savons que la direction de l'entreprise tentera d'embaucher d'autres travailleurs en profitant des 30 % de chômage dont souffre le pays actuellement.* » Effectivement, le chef du personnel de Madeco, Jaime Deichler Guzman, devait déclarer au *Mercurio* du 6 février : « *Nous allons embaucher du personnel pour terminer les travaux déjà commencés et effectuer certains travaux peu compliqués.* »

Cela n'est pas resté une simple menace verbale. A la mi-février, la direction de l'entreprise appela, par communiqués publiés dans la presse, à l'embauche de nouveaux travailleurs. Lorsque le 16 février au matin les grévistes se présenteront devant l'entreprise pour distribuer calmement un tract expliquant aux nouveaux embauchés le rôle de briseurs de grève qu'on leur faisait jouer, la réaction gouvernementale se traduisit par l'envoi des forces de répression. Sur le chemin du retour vers leurs locaux syndicaux, plus de 70 travailleurs seront arrêtés. Les dirigeants syndicaux seront battus dans les locaux de la police, tandis que lors des interrogatoires, on leur demandera « *à quel parti politique ils appartiennent* ». Après 12 heures d'incarcération, les travailleurs de Madeco seront relâchés, mais l'accusation de « *désordre sur la voie publique* » leur vaudra sans doute un procès.

Pour pouvoir mener leur combat, les travailleurs de Madeco ont créé diverses commissions d'organisation de la grève, et notamment une commission chargée du ravitaillement. Manuel Espinoza, dirigeant syndical de Madeco, précisa à ce propos : « *Nous avons déjà des aliments, mais pas en quantité suffisante. C'est pour cela que nous avons envoyé des lettres à d'autres organismes pour solliciter leur aide solidaire.* » Cet appel à la solidarité rappelle que le syndicat de Madeco est par ailleurs un élément moteur d'une bataille pour l'unité syndicale (cf. *Inprecor*, numéro 133 du 27 septembre 1982). En août 1982, par exemple, le syndicat numéro 1 de Madeco avait convoqué une réunion sur le thème de l'unité, à laquelle participèrent 13 structures syndicales de base. Aujourd'hui, ce sont 38 sections syndicales qui sont parties prenantes de ce processus. Un article du journal chilien *Segunda*, du 2 février 1983, précise les prochaines étapes de ce débat, en écrivant : « *Trente-huit organisations syndicales vont convoquer une Conférence intersyndicale métropolitaine qu'ils pensent réaliser en mars à Santiago. Selon Hector Velasquez, travailleur de Madeco, l'objectif de cette réunion de travailleurs sera d'analyser le thème de l'unité syndicale et,*

pour cela, trois points ont été proposés : la situation du mouvement syndical, les problèmes de l'unité syndicale, et les éléments pour une plate-forme d'action commune. » Une centaine de syndicats appartenant aussi bien à la Coordination nationale syndicale, à la CEPCH qu'à la Confédération des travailleurs de la métallurgie sont attendus à cette réunion.

Les raisons d'apporter un soutien international important à la lutte des grévistes de Madeco sont multiples. L'envoi de messages de solidarité, pour faire pression sur la direction de l'entreprise et réclamer la satisfaction des revendications légitimes des travailleurs est d'ailleurs une demande expresse des syndicats de Madeco adressée aux différentes organisations syndicales internationales.

Ces prises de position, syndicales ou autres, doivent être adressées à : Tiberio Dall'Olio L., Gerente General, Manufacturas de Cobre SA MADECO, Ureta Cox No 930, Santiago, Chile.

Les doubles des messages doivent être envoyés à : Carlos Vargas Castro, Président du syndicat des travailleurs No 1 de Madeco, San Nicolas 681, Santiago, Chile.

IRLANDE

Libérez Nicky Kelly

Nicky Kelly est détenu à la prison de Portlaoise, en Irlande du Sud, où il purge une peine de 12 ans d'emprisonnement pour sa prétendue participation à l'attaque du train postal en 1976 près de Dublin, ce qu'il a toujours nié. Il a été condamné sur la base d'aveux extorqués sous les coups et sans aucune preuve. Kelly a déclaré avoir signé cette déclaration pour faire cesser les brutalités dont il était l'objet lors de sa garde à vue. La police a prétendu que sa déclaration était volontaire, et qu'il avait été « amical et coopératif » durant l'interrogatoire. Lors de son procès, une expertise médicale a pourtant confirmé la présence de contusions et de tuméfactions nombreuses sur le corps de Kelly. L'un des deux médecins consultés était l'officier médical de la prison de Mountjoy de Dublin.



Quand Kelly a fait appel, en octobre 1982, deux psychiatres réputés, les docteurs Rone Fields, de l'hôpital Belle-Vue de New York, et Robert Daly, de Cork, ont témoigné du fait que Kelly souffrait d'anxiété névrotique. En effet, Nicky Kelly était allé aux Etats-Unis après avoir été libéré sous caution en attendant le résultat de son premier procès. Il est retourné en Irlande volontairement, en juin 1980, afin d'éclaircir son cas, après que ses deux co-inculpés aient été acquittés. On l'a immédiatement arrêté et envoyé à la prison de Portlaoise. Il y est resté deux ans à attendre que son appel soit pris en considération. Il a été rejeté pour une argutie judiciaire, alors même que l'IRA avait proclamé être responsable de l'attaque et donc innocenté Kelly et ses compagnons.

Nicky Kelly est maintenant très malade. Il continue de souffrir des effets des traitements brutaux dont il a été l'objet de la part de la police irlandaise. A l'époque de son procès, le quotidien irlandais *Irish Time* avait publié les preuves de l'existence d'un « gang musclé » de détectives dans la *gardai* (police des « 26 Comtés »). Ces preuves, et d'autres témoignages, ont forcé le gouvernement à ouvrir une enquête judiciaire.

Un certain nombre d'organisations humanitaires et politiques ont pris la défense de Nicky Kelly. Amnesty International a exprimé son inquiétude face au traitement qu'il a subi lors de sa garde à vue. Le Conseil irlandais pour les libertés civiles et l'Organisation pour les droits des prisonniers ont enjoint au ministre de la Justice de le relâcher. Le ministère a le pouvoir de le faire, et c'est le dernier recours qui reste à Kelly, car il a épuisé les procédures d'appel. Des membres du Parlement irlandais et des personnalités importantes ont suivi l'affaire avec attention. En effet, elle est lourde de conséquences pour les organisations anti-impérialistes et de gauche en Irlande. Nicky Kelly est membre de l'Irish Republican Socialist Party (IRSP, Parti socialiste républicain irlandais) que la police n'a cessé de harceler. A l'époque de son arrestation, alors que ses deux co-inculpés, depuis lors acquittés, étaient également membres de l'IRSP, le siège de l'organisation avait été investi par la police, et près de quarante militants et sympathisants furent arrêtés. Sans aucun doute, ce sont les opinions politiques de Kelly qui lui ont valu d'être l'objet d'incessantes brutalités.

Le Comité pour la libération de Nicky Kelly, un groupe à base large, cherche à accroître les pressions sur le gouvernement en Irlande même, et à l'étranger. Le Comité demande que l'on fasse parvenir des messages de protestation contre le traitement dont il est victime, ainsi que des demandes de libération à l'adresse suivante : Dr. Michael Noonan, Minister of Justice, Government Buildings, Dublin 2, Irlande.

Envoyer un double au siège du Comité, à : Release Nicky Kelly Committee, 11 Grange Terrace, Blackrock, County Dublin, Irlande.

Ils ne passeront pas !

La révolution sandiniste n'est pas isolée



« Contre-révolutionnaire, des milliers d'yeux te surveillent 24 h sur 24 ! » (DR)

Le gouvernement nicaraguayen a annoncé, le 21 mars, que le pays était confronté à « l'opération militaire la plus agressive » lancée par l'impérialisme depuis le renversement du dictateur Anastasio Somoza en juillet 1979.

Les autorités sandinistes ont annoncé qu'elles lanceraient immédiatement une vigoureuse campagne internationale, et Sergio Ramirez, membre de la Junte de reconstruction nationale, a déclaré que le Nicaragua présenterait une protestation auprès des pays non-alignés ainsi qu'au Conseil de sécurité de l'ONU.

Dès février dernier, en effet, 1 200 anciens gardes somozistes se sont infiltrés dans le nord du pays, à partir des bases établies à la frontière du Honduras. D'après les informations données par le ministre de la Défense, Humberto Ortega, environ 200 des 1 200 hommes sont parvenus jusqu'aux montagnes de Matagalpa, à 80 kilomètres à peine de la capitale Managua. Les chiffres donnés par l'ambassadeur du Nicaragua aux Etats-Unis, Victor Tinoco, sont plus élevés. Il parle de 2 000 agresseurs, dont 500 seraient parvenus au centre du pays.

« Cette escalade agressive », a déclaré Humberto Ortega dans une conférence de presse, le 21 mars, « est en train d'être défaite et elle sera défaite ». Tous les bataillons de réserve de l'Armée populaire sandiniste ont été mobilisés pour défendre la révolution jusqu'à la victoire. On a également fait appel au renfort de nombreuses unités des milices populaires.

Bien que confiant en la victoire, Humberto Ortega insiste sur la gravité de la situation : « Le danger, c'est que dans l'affrontement militaire, nos forces écrasent la Garde nationale somoziste, et que

l'impérialisme en tire prétexte pour provoquer des confrontations frontalières entre nos forces et l'armée hondurienne pour créer une situation qui pourrait déboucher sur une guerre. »

Vu la grave menace pour l'ensemble de la région, le vice-ministre des Affaires étrangères, Victor Tinoco, a réclamé, le 22 mars, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations-Unies. Il a expliqué que les groupes d'invasion « jouissent du soutien, de l'entraînement et de l'appui matériel et logistique fourni par les agences de l'administration nord-américaine ».

Humberto Ortega a également souligné la responsabilité de l'administration de Ronald Reagan, en affirmant que l'opération contre le Nicaragua « a pour but de détourner l'attention internationale du dilemme que vit aujourd'hui le Salvador et de créer les meilleures conditions (...) pour empêcher et déstabiliser le développement de notre processus et détruire notre pays. » Il a ajouté : « Nous avons les moyens de réduire l'ennemi et de l'écraser. (...) Nos tanks, nos canons, notre marine de guerre, les forces aériennes sont prêtes à défaire les actions de plus grande envergure que l'ennemi pourrait tenter. »

Ces déclarations ont été précédées d'une réunion de deux jours de l'Assemblée sandiniste, la direction plénière du Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Lors de leur conférence de presse, destinée à démentir la campagne de rumeurs alarmistes propagées par les contre-révolutionnaires, la véritable situation militaire fut exposée par le commandant Lenin Cerna, chef de la sécurité d'Etat du Nicaragua, et par le

commandant Leopoldo Rivas, vice-ministre de la Défense.

Six unités contre-révolutionnaires sont engagées dans l'invasion, a déclaré Rivas. Les quatre plus importantes, stationnées au nord du pays, ont été pratiquement assiégées par les forces sandinistes et n'ont pu se livrer qu'à de petites attaques de harcèlement. Les deux autres unités, plus réduites, sont pratiquement démantelées dans le département de Matagalpa : « Elles ne peuvent pas prendre le moindre village, et encore moins aucune ville importante du nord du pays. Elles ne peuvent qu'assassiner des paysans, des éducateurs populaires et des techniciens du gouvernement révolutionnaire. » Il a ajouté : « Elles n'ont engagé jusqu'à présent aucune action offensive importante, si ce n'est l'embuscade dans laquelle 17 membres de la Jeunesse sandiniste ont trouvé une mort héroïque. » Le 21 mars, les contre-révolutionnaires avaient déjà perdu 309 combattants, soit un quart de leurs forces. Les pertes sandinistes, pour cette même période, de février à mars, s'élèvent à 97 soldats et 17 civils.

Les préparatifs de l'escalade en cours remontent, selon Lenin Cerna, à 1981. La CIA avait, à l'époque, déjà commencé à essayer de rassembler en un seul groupe les forces somozistes dispersées pour former le prétendu Front démocratique nicaraguayen (FDN).

En 1982, 800 hommes armés du FDN ont franchi la frontière, en provenance du Honduras, pour tenter de prendre la ville de Jalapa, dans le nord, et la déclarer « zone libérée ». L'agression fut vaincue après deux mois d'intenses combats, qui ont atteint leur moment le plus violent l'été dernier. L'opération actuelle, baptisée par la CIA « plan C », a commencé vers la fin janvier. Elle comportait deux aspects principaux : occuper et tenir des positions dans les départements de Jinotega et Nueva Segovia au nord, et mener des attaques de diversion dans le département de Zelaya sur la côte atlantique du pays. Ulérieurement, des forces contre-révolutionnaires basées au Costa Rica, sous le commandement du traître Eden Pastora, devaient se joindre à cette attaque.

Les effectifs contre-révolutionnaires engagés dans les combats en cours ont reçu un entraînement complet aux Etats-Unis, au Honduras ou au Costa Rica. Des conseillers américains, israéliens ou argentins les ont aidés à mettre sur pied un commandement unifié, des structures logistiques, des hôpitaux de campagne, etc. « Tout ce qu'il faut à une armée d'invasion », a déclaré Lenin Cerna.

Ces informations soulignent l'importance qu'il y a à répondre à l'appel lancé par Sergio Ramirez à la solidarité internationale en défense de la révolution populaire sandiniste. Le Nicaragua n'est pas isolé : ils ne passeront pas !

Michael BAUMANN
Managua, mars 1983,

traduit de « PERSPECTIVA MUNDIAL »
du 4 avril 1983.